

Interaction

VOLUME 20, NUMÉRO 3, AUTOMNE 2006

J'ai le droit d'être entendu

Un programme homogène

Mise à jour : Énoncé de
principe national sur la qualité

Tout Nouveau chez **WINTERGREEN** la Poussette Standard à Quatre Places!



MATÉRIEL D'APPRENTISSAGE

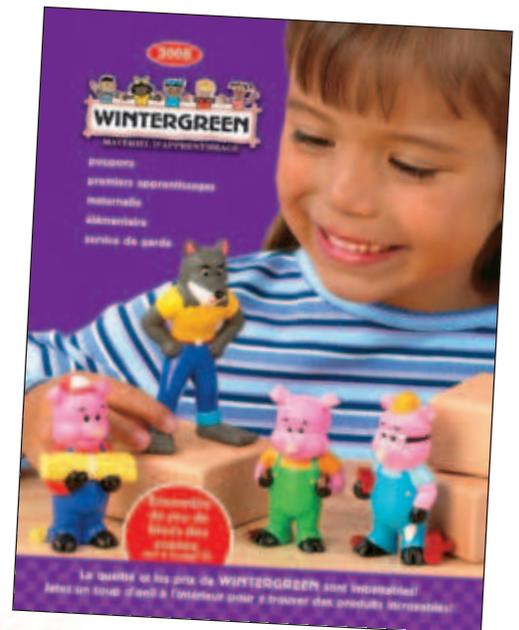


Se replie aux fins de rangement!



Poussette standard à quatre places

La construction de ce nouveau modèle contemporain adopte la technologie de pointe pour répondre aux exigences des services de garde. Solidement construite au moyen de matériaux de qualité supérieure, la poussette est munie de freins antifuges qui s'engagent en relâchant la poignée, ce qui donne à l'éducatrice, en tout temps, plein contrôle de la poussette. Autres caractéristiques: dix grandes roues pour une opération en douceur, paniers de rangement extra grands et parasol double.



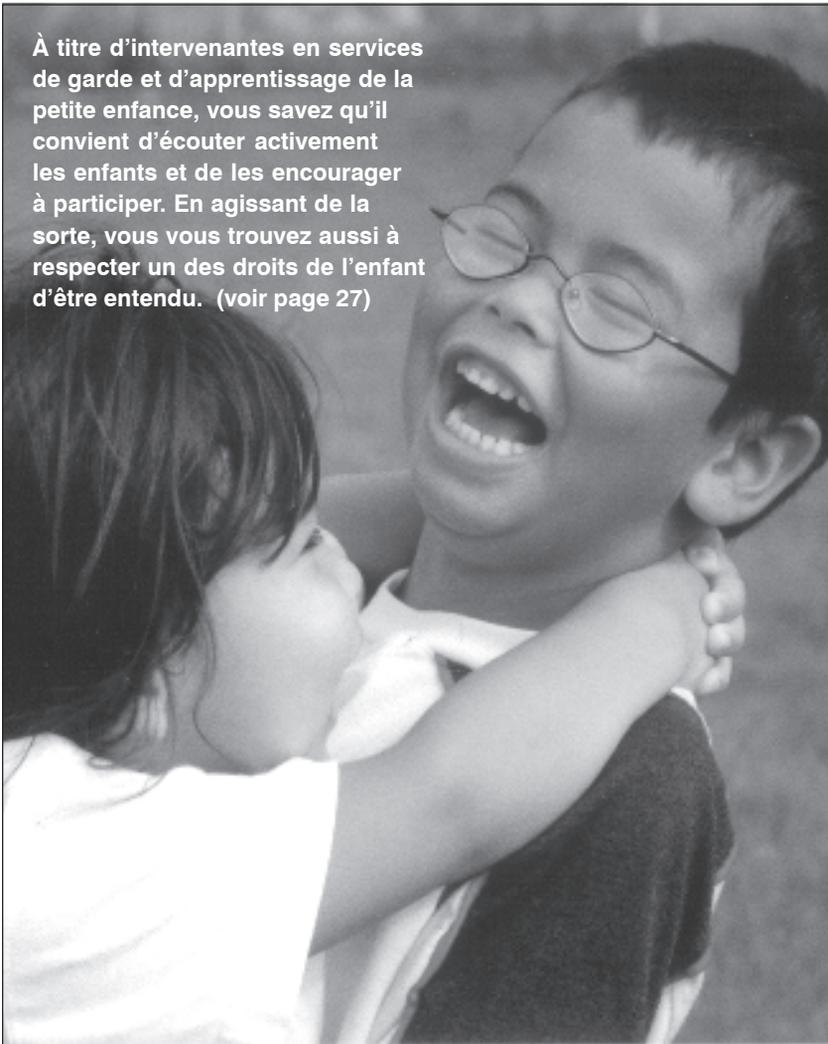
Vous trouverez
la Poussette Standard
à Quatre Places à la
page 75 de notre
nouveau catalogue
WINTERGREEN
Matériel
d'apprentissage 2006

Téléphone sans frais:
1-800-268-1268

Site web:
www.WINTERGREEN.ca

Télécopieur sans frais:
1-800-567-8054

À titre d'intervenantes en services de garde et d'apprentissage de la petite enfance, vous savez qu'il convient d'écouter activement les enfants et de les encourager à participer. En agissant de la sorte, vous vous trouvez aussi à respecter un des droits de l'enfant d'être entendu. (voir page 27)



J'ai le droit d'être entendu

- 28** À la recherche des 99 autres langages en ÉPE
Un discours liminaire d'Alan Pence
- 30** Parler, participer et décider : Le droit de l'enfant d'être entendu
Kim Wilson
- 34** La voix des enfants dans le monde : Le droit d'être entendu dans un contexte international
Sandra Braun

Sections

OPINIONS

- 2** Dans les coulisses
3 À l'interne
7 De mon observatoire
Landon Pearson
- 9** Le secteur bénévole lance une initiative pour faire connaître sa valeur auprès de la population canadienne

PRATIQUE

- 10** Une initiative d'enquête sur la qualité : des défis et des possibilités pour le Canada
Alan Pence et Veronica Pacini-Ketchabaw
- 13** M'as-tu vu? M'as-tu lu?
Marina O'Grady-Lamont
- 14** Le CSRHSGE publie les Normes professionnelles applicables aux gestionnaires de services de garde
Samantha Peek
- 15** Info-Santé : Les petits aimants
Société canadienne de pédiatrie
- 16** Aider les enfants prématurés dans un service de garde
Penny Davies
- 18** Prenez part à la révision de l'Énoncé de principe national sur la qualité dans les services de garde
Anne Maxwell

IDÉES

- 19** Le modèle Toronto First Duty promet de bons résultats aux enfants
Kerry McCuaig
- 23** Un programme homogène de garde et d'apprentissage de la petite enfance à Bruce/WoodGreen
Penny Morris

NOUVELLES

- 37** Échos de la recherche
38 Réseau pancanadien et au-delà
41 Calendrier
42 Ressources

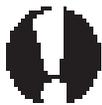
PAGES CENTRALES

À l'avant-garde de la qualité : Calgary (Alberta), juin 2006

Ce numéro d'*Interaction* est accompagné de la feuille-ressources n° 81, *Soutenir et encourager la participation des enfants*.



La photo de la page couverture a été prise par la gagnante de *Faites la couverture*, Nadine Girard.



Dans les coulisses

Un ami, une personne qui comprend vraiment, qui prend le temps d'écouter nos problèmes, peut changer notre façon de voir le monde. — D' Elton Mayo

Il peut sembler évident de dire que tous les êtres humains ont besoin d'écouter et d'être écoutés. C'est la base même de toute bonne communication, le sujet de livres sur le mieux-être personnel et une partie importante de toutes nos relations – au travail et à la maison. Pourquoi alors éprouvons-nous souvent la frustration de ne pas être entendus? Il semble que même les amis et les collègues trouvent difficile d'être de bons écoutants à l'occasion. Il n'est pas étonnant que nous ayons autant de difficulté à déchiffrer ce que les jeunes enfants essaient de nous dire, surtout si nous tenons compte du peu d'outils de communication dont ils disposent. Toutefois, le présent numéro d'*Interaction* montre qu'il vaut la peine de faire l'effort de vraiment écouter les enfants dont nous avons la charge.

Le respect du droit d'être entendu d'un enfant prépare la voie à l'acquiescement des responsabilités de citoyen, à la mise en pratique de la communication constructive et à une vaste gamme d'avantages pour le développement. Le droit d'être entendu est le thème de ce numéro d'*Interaction* – et le thème des activités de la Journée nationale de l'enfant, le 20 novembre. Vous y trouverez toute une série d'articles qui traitent de l'importance du droit de l'enfant d'être entendu. Ce numéro comprend aussi des outils pratiques sur la façon de respecter ce droit dans l'exercice de nos fonctions. L'ancienne sénatrice Landon Pearson donne le ton dans la chronique De mon observatoire où elle suggère que le respect du droit des enfants d'être entendu peut mener à l'élargissement de la culture de respect des droits humains.

L'écoute sincère peut commencer dès la petite enfance, mais il faut aussi la pratiquer avec nos pairs. L'article d'Alan Pence nous met au défi de trouver une place pour écouter « d'autres voix » quand nous discutons de la qualité et des meilleures pratiques. Comment pouvons-nous aider les familles de cultures et d'horizons divers à sentir qu'elles sont entendues? Ce numéro lance cette question, qui sera approfondie dans le prochain numéro d'*Interaction*.

Lana Crossman, Rédactrice en chef
(613) 729-5289, poste 221
lcrossman@cccf-fcsge.ca

Interaction

VOLUME 20, NUMÉRO 2, ÉTÉ 2006

PUBLIÉ PAR LA FÉDÉRATION CANADIENNE DES SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE
383, avenue Parkdale, bureau 201, Ottawa (Ont.) K1Y 4R4; Tél. : (613) 729-5289 ou
1 800 858-1412; téléc. : (613) 729-3159; courriel : info@cccf-fcsge.ca;
site Web : www.cccf-fcsge.ca

Rédactrice Lana Crossman
Design/Mise en pages Fairmont House Design
Publicité Lana Crossman
Traduction Diane Archambault/Min'Alerte Inc.
Martine Leroux/SMART Communication
Impression St. Joseph Groupe d'imprimerie

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président Don Giesbrecht
Secrétaire Janet Towers
Trésorière Linda Skinner
Présidente, Conseil des membres April Kalyniuk
Administratrice Nora Spinks
Administratrice Christine MacLeod

CONSEIL DES MEMBRES

Alberta Family Child Care Association Deb Mytruk
Association des garderies privées du Québec Mona Lisa Borrega
Association francophone à l'éducation des services
à l'enfance de l'Ontario Josée Latulippe
Association québécoise des centres de la petite enfance Antoinette Colasurdo
Association of Day Care Operators of Ontario Kathy Sarginson
Association of Early Childhood Educators of
Newfoundland and Labrador Michelle Northover
Association of Early Childhood Educators of Quebec Julie Butler
Association of Early Childhood Educators Ontario Kelly Massaro-Joblin
BC Aboriginal Child Care Society Karen Isaac
Certification Council of Early Childhood Educators
of Nova Scotia Pat Hogan
Early Childhood Development Association of PEI Anne Miller
Early Childhood Educators of B.C. Toni Hoyland
Early Childhood Professional Association of Alberta Carol Langner
Home Child Care Association of Ontario Marni Flaherty
Liaison des autochtones Joan Gignac
Manitoba Child Care Association Caryn Lafèche
Nova Scotia Child Care Association Catherine Cross
Saskatchewan Early Childhood Association Leanne Friedenstabl
Society of Yukon Family Day Homes Karen Blysak Macklon
Soins et éducation à la petite enfance du
Nouveau-Brunswick Monique MacMullin
Western Canada Family Child Care Association of BC Loreli Urquhart
Yukon Child Care Association Cyndi Desharnais
Liaison des autochtones Anne Rundle
Représentante de Nunavut Kootoo Toonoo
Représentante des Territoires du nord-ouest Elaine Renée-Tambour
Représentante nationale Monique Laprise
Représentante nommée Jane Wilson

PERSONNEL

Directrice générale Brigid Rivoire
Directrice principale des projets, programmes et services Anne Maxwell
Directrice du développement, marketing et communications Yvonne Dionne
Directrice des affaires opérationnelles Lynda Kerr
Chef des publications Lana Crossman
Responsable, promotion de la santé Kim Tylter
Gestionnaire des finances Danielle Belair
Responsable, Comité échange de connaissances Valérie Bell
Coordonnatrice des services d'information/Distribution Gaétane Huot
Gestionnaire de projets Robin Kealey
Coordonnatrice de projets Jeanine Plamondon
Coordonnatrice de projets Christina Casserly
Spécialiste des communications Sandra Braun
Mise en pages/Coordonnatrice Web Tara Gough
Administrateur de réseau/Concepteur Web Daniel Feagan
Spécialiste de l'information Michelle McEvoy
Planificatrice de réunions/Adjointe aux affaires
opérationnelles Francine Fortin
Adjointe aux affaires opérationnelles Sara Tarle
Adjointe exécutive Susan Laforce
Adjointe aux affaires opérationnelles Brittani Sabourin

La Fédération canadienne des services de garde à l'enfance est vouée à l'excellence en matière d'apprentissage et de garde des jeunes enfants. Les principales fonctions de la FCSGE portent sur les meilleures pratiques, la mise en valeur du potentiel et la collaboration/établissement de partenariats/réseautage.

FCSGE/CCCF reçoit des subventions de Développement social Canada.

Poste-publications N° de convention 40069629
N° d'enregistrement TPS – 106844335 RT
ISSN 0835-5819





À l'interne

La FCSGE annonce la nomination d'une nouvelle directrice générale

La Fédération canadienne des services de garde à l'enfance (FCSGE) a le plaisir d'annoncer que Brigid Rivoire deviendra la nouvelle directrice générale de l'organisation à compter du 25 septembre 2006. À titre de chef de la plus grande organisation du secteur de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants du Canada, M^{me} Rivoire mènera les destinées de la FCSGE durant une période charnière pour le secteur de la garde à l'enfance au pays.

« J'attends avec impatience l'occasion de guider la FCSGE au moment où elle s'apprête à fêter son 20^e anniversaire, a annoncé M^{me} Rivoire. Je suis impressionnée par tout ce que cette organisation a déjà accompli dans le cadre de sa mission visant l'excellence en matière d'apprentissage et de garde d'enfants. Je sais toutefois qu'il reste encore beaucoup de pain sur la planche. Je partage l'engagement de la FCSGE à travailler de concert avec les personnes soucieuses du sain développement des enfants – les intervenantes, les stratèges politiques, les formateurs et les autres ONG – pour répondre aux besoins des familles d'aujourd'hui et des plus jeunes citoyens du Canada. »

M^{me} Rivoire possède un vaste bagage de connaissances et d'expérience acquises dans ses fonctions précédentes de directrice générale de la Fédération canadienne de l'agriculture, où elle a représenté l'organisation auprès d'intervenants internes et externes et où elle s'est occupée de l'administration et des activités. M^{me} Rivoire a aussi travaillé pendant plus de 10 ans à Agriculture et Agroalimentaire Canada.

« Je suis heureux d'accueillir Brigid au sein de la FCSGE, a souligné Don Giesbrecht, président de la FCSGE. L'expérience qu'elle a acquise à travailler pour une organisation nationale à but non lucratif et composée de membres nous permettra de continuer à améliorer les services que nous offrons à nos membres aux quatre coins du Canada. Sa bonne compréhension des politiques et de l'importance d'investir dans la qualité de l'apprentissage et des soins à la petite enfance – et pas seulement dans le versement de fonds aux parents – nous sera utile pour travailler étroitement avec le gouvernement fédéral afin de faire des services de garde de qualité une priorité. »

Faites valoir votre point de vue sur la santé environnementale des enfants!

La FCSGE et le Partenariat canadien pour la santé des enfants et l'environnement (PCSEE) ont élaboré une enquête nationale en ligne pour les intervenantes du secteur de l'apprentissage et des soins de la petite enfance afin de mesurer l'état des connaissances, les attitudes et les besoins du secteur concernant la santé environnementale des enfants. Nous vous invitons à faire valoir votre point de vue en participant à cette enquête. Consultez le site Web de la FCSGE à www.cccf-fcsge.ca pour de plus amples renseignements.

L'enquête s'inscrit dans le cadre d'une initiative de trois ans du PCSEE qui est baptisée *S'impliquer et passer à l'action : Mettre à l'avant-plan la santé environnementale des enfants*. Lancée en octobre 2005, cette initiative comprend une campagne nationale de promotion de la santé qui vise à conscientiser les gens et à faire connaître l'importance de la santé environnementale des enfants auprès des intervenantes, des formatrices en soins prénatals, des travailleurs du secteur de l'hygiène publique, des professionnels de la médecine et d'autres intermédiaires de la santé (p. ex. : médecins de famille, pédiatres).

Le PCSEE est une affiliation d'organismes – y compris la FCSGE – dont la mission vise à améliorer la santé environnementale des enfants au Canada. Dans le cadre des frontières conventionnelles, le PCSEE fournit un terrain commun pour les organismes qui travaillent à protéger les enfants contre les contaminants de l'environnement. Pour de plus amples renseignements sur le PCSEE, consultez le site Web www.healthyenvironmentforkids.ca.

Pour de plus amples renseignements sur l'initiative *S'impliquer et passer à l'action*, communiquez avec Jeanine Plamondon à jplamondon@cccf-fcsge.ca.

À L'INTERNE

Le conseil des membres fait un survol du secteur de la garde partout au Canada pour un représentant du gouvernement fédéral

La Fédération canadienne des services de garde à l'enfance (FCSGE) a eu le plaisir d'accueillir Shawn Tupper, directeur général, Politiques d'enfance et de jeunesse, Développement social Canada, à sa réunion du conseil d'administration et du conseil des membres qui s'est tenue à Calgary (Alberta) le 18 juin. M. Tupper a fait un survol du plan du gouvernement fédéral en matière de garde à l'enfance, et les représentants du conseil des membres ont partagé l'expérience qu'ils vivent dans leur région respective. Ils ont bien fait ressortir l'importance du rôle que doit jouer le gouvernement fédéral pour bâtir un système d'apprentissage et de garde des jeunes enfants dans tout le pays.



La FCSGE souhaite la bienvenue à de nouveaux représentants au conseil d'administration et au conseil des membres

Lors de la réunion de juin du conseil d'administration et du conseil des membres, la FCSGE a fait ses adieux à un certain nombre de membres dévoués qui ont terminé leur mandat, mais elle a aussi souhaité le bienvenue à de nouveaux membres qui ont assumé des fonctions de chef de file.

Linda Skinner succède à Natalie Weller comme trésorière du conseil d'administration.

Cyndi Desharnais succède à Michele Campbell comme représentante de la Yukon Child Care Association.

Caryn LaFlèche succède à Don Giesbrecht comme représentante de la Manitoba Child Care Association.

Marni Flaherty succède à Linda Skinner comme représentante de la Home Child Care Association of Ontario.

Toni Hoyland succède à Dianne Tannahill comme représentante de l'Early Childhood Educators of British Columbia.

Une nouvelle représentante nationale, Monique Laprise, a été élue lors de l'assemblée générale annuelle de juin. Monique œuvre dans le secteur de la garde depuis plus de 30 ans. Elle est actuellement coordonnatrice du programme de formation en éducation de la petite enfance au Cégep de St-Jérôme, où elle enseigne depuis 15 ans. Elle possède une vaste connaissance de l'élaboration et de l'utilisation de matériel de formation pour les personnes qui travaillent avec des enfants à risque élevé ayant des besoins spéciaux. Elle a déjà siégé au conseil d'administration d'organisations provinciales. Elle a très hâte d'apporter une contribution au conseil des membres et se réjouit à l'idée de partager des expériences réussies entre le Québec et le reste du Canada. Monique succède à Karen Chandler, ancienne présidente de la FCSGE qui a siégé comme représentante nationale pendant de nombreuses années.

Les membres nationaux (ceux qui se sont joints à la FCSGE sans passer par un organisme affilié) peuvent communiquer avec Monique par l'entremise du bureau de la FCSGE à l'adresse info@cccfc-fcsge.ca ou au (613) 729-5289. Les autres membres peuvent communiquer avec leur représentante par le biais de leur organisme provincial/territorial affilié.



À L'INTERNE

De nouvelles ressources pour améliorer le ressort psychologique des jeunes enfants

Le programme d'acquisition de compétences *Reaching IN... Reaching OUT* (RIRO) est fondé sur des résultats scientifiques et vise à renforcer la résilience chez les enfants de six ans et moins. Il aide les adultes à aider les enfants à affronter de manière plus efficace les contraintes et les défis inévitables de la vie.

Le RIRO a adapté le modèle bien connu du Penn Resilience Program pour les enfants d'âge scolaire. Ce programme cherche à aider les enfants à puiser dans leurs ressources intérieures pour améliorer leur ressort face aux défis quotidiens ainsi qu'à se tourner vers les autres et à saisir les occasions qui se présentent.

Le RIRO cherche à rendre accessible à grande échelle des ressources et du matériel de formation sur le ressort psychologique pour les professionnels, les paraprofessionnels, les parents et les étudiants. Le

programme de formation et les modules sont maintenant offerts pour être diffusés dans tout le Canada.

Le site Web du RIRO (www.reachinginreachingout.com, en anglais seulement) offre aux visiteurs un certain nombre de ressources imprimées et vidéo qu'il est possible de télécharger, y compris le nouveau *Resiliency Guidebook* et les *College Curriculum Modules*.

Il est possible de commander auprès de la FCSGE un exemplaire papier du guide et des modules, y compris un DVD renfermant des exposés sur PowerPoint et des vidéos (en anglais seulement) : orders@cccf-fcsge.ca; cyberboutique : www.cccf-fcsge.ca.

Ne manquez pas les prochains numéros d'*Interaction* pour les articles du RIRO sur le ressort psychologique. Ils vous aideront dans votre travail quotidien auprès des enfants!

– Jeanine Plamondon

Inscrivez-vous dès maintenant!
Relever le défi en direct

Le comportement des enfants dont vous vous occupez vous pose-t-il des défis? Avez-vous besoin de stratégies pratiques pour vous aider dans vos interactions quotidiennes avec les enfants?

Le cours en ligne *Relever le défi en direct* s'échelonne sur neuf semaines et offre des outils pour composer avec les enfants qui ont un comportement difficile. Mis à l'essai auprès d'intervenantes du secteur de la garde de divers milieux, ce cours vous aidera à élaborer des stratégies d'intervention efficaces et à améliorer le comportement prosocial des enfants. Il vous donnera aussi l'occasion de partager en ligne votre expérience avec d'autres intervenantes de partout au Canada. Vous pourrez le faire depuis le confort de votre propre foyer ou service de garde.

Pour en savoir davantage, consultez la section *Relever le défi en direct* du site www.cccf-fcsge.ca.

J'ai été surprise de voir à quel point on peut tisser des liens étroits dans le cyberspace!
– participante au projet pilote

Ce cours m'a donné tellement d'autres « outils » qui vont m'aider à planifier à l'avance mes stratégies pour les prochains cas de comportement difficile.
– participante au projet pilote

Coût : 449 \$



À L'INTERNE

Congrès À l'avant-garde de la qualité

Le congrès conjoint national de juin 2006 a connu un franc succès et a réuni près de 800 délégués des quatre coins du Canada.

Les participants ont pu entendre deux conférences principales inspirantes de la part de Alan Pence, professeur à la School of Child and Youth Care de l'University of Victoria, et de Cindy Blackstock, directrice générale de la First Nations Child and Family Caring Society. Ils ont aussi pu assister à des ateliers intéressants portant sur tout un éventail de sujets et profiter de l'hospitalité albertaine. Les notes de présentation des conférenciers et des photos de certains des points saillants du congrès sont affichés dans le site Web de la FCSGE à l'adresse www.cccf-fcsge.ca. Consultez la page centrale du présent numéro d'*Interaction* pour y voir quelques photos.

Nous adressons nos remerciements aux organisations qui étaient les hôtes conjoints de ce congrès : l'Early Childhood Professional Association of Alberta, l'Alberta Family Child Care Association et l'Alberta Child Care Network Association.

Nous attendons avec impatience de revoir tout le monde à Halifax l'an prochain (15 au 17 juin 2007). Ce congrès sera organisé conjointement par la FCSGE, le Certification Council of Nova Scotia, la Nova Scotia Child Care Association et Child Care Connections.

Un nouveau bulletin sur l'apprentissage de la petite enfance sera posté avec *Interaction*

Ne manquez pas votre exemplaire du premier bulletin du Centre du savoir sur l'apprentissage chez les jeunes enfants. Il mettra l'accent sur la transition vers l'entrée à l'école et sera posté avec votre numéro d'hiver d'*Interaction*.

Entre-temps, assurez-vous de lire deux excellents articles préparés par le Centre du savoir : *Pourquoi les services de garde de haute qualité sont-ils essentiels? Le lien entre les services de garde de qualité et l'apprentissage chez les jeunes enfants* (un extrait de cet article a paru dans le numéro d'été d'*Interaction*) et *L'apprentissage par le jeu*. Vous pouvez consulter ces documents à l'adresse www.ccl-cca.ca/childhoodlearning.

En juin, le Centre du savoir a commencé à faire connaître son travail lors de deux grands événements sur l'apprentissage de la petite enfance. Claire Gascon Giard, coordonnatrice générale du Centre du savoir, a offert un atelier sur l'appui des pratiques dans le secteur de la petite enfance lors du congrès *À l'avant-garde de la qualité* qui s'est tenu à Calgary. Aussi en juin, le Centre du savoir a tenu son premier kiosque d'exposition au 5^e congrès annuel de réseautage du Réseau canadien de recherche sur le langage et l'alphabétisation, qui a eu lieu à Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard).

— Valérie Bell

Découvrez tous les avantages de placer une annonce dans *Interaction*!

Cherchez-vous à joindre les intervenantes des services de garde, les éducatrices, les parents et les stratèges politiques aux quatre coins du Canada?

Il suffit de placer une annonce dans *Interaction*, le magazine vedette de la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance (FCSGE). *Interaction* a une diffusion nationale auprès de 11 000 membres et plus de 50 000 lecteurs d'un bout à l'autre du pays.

Communiquez avec nous pour obtenir de plus amples informations, pour placer une annonce ou pour discuter d'autres moyens de diffuser votre message auprès du secteur de la garde à l'enfance!



DE MON OBSERVATOIRE

Le droit de l'enfant d'être entendu

par Landon Pearson

Les enfants naissent avec la capacité de communiquer. Leur vie en dépend. Les nouveaux parents le savent très bien quand ils essaient de deviner pourquoi leur bébé fait tous ces bruits. À l'instar des parents bienveillants qui portent une attention de tous les instants à leur nouveau-né et à ses pleurs afin de savoir ce qu'il lui faut, tous les adultes bienveillants devraient aussi écouter attentivement les enfants et apprendre à déchiffrer leurs divers modes de communication afin d'être des mentors pour eux le long de la difficile route vers la maturité. Le droit d'être entendu des enfants est issu de notre humanité commune et, s'il est respecté, il ouvre la voie à une merveilleuse chorégraphie entre les enfants et les adultes qui les guident vers une vie heureuse et productive.

Sur le plan de la survie, il est facile d'accepter qu'il n'y a pas d'âge minimum pour profiter du droit d'être entendu. Le problème, c'est qu'à mesure que les enfants vieillissent, ils communiquent d'une manière qui peut être difficile à comprendre pour les adultes ou être répréhensible socialement (p. ex. : crise de colère). Alors, nous avons tendance à ne pas tenir compte de ce qu'ils ont à dire concernant des choses qui les touchent directement, comme les services de garde ou l'éducation publique. Nous avons tendance à croire que les jeunes enfants ne peuvent pas comprendre ce qui « est dans leur intérêt supérieur ».

Dans un sens, la *Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant* le reconnaît à la deuxième moitié de

« Le droit d'être entendu des enfants est issu de notre humanité commune et, s'il est respecté, ouvre la voie à une merveilleuse chorégraphie entre les enfants et les adultes qui les guident vers une vie heureuse et productive »

l'article 12(1) : « les opinions de l'enfant [sont] dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité ». Toutefois, il faut préciser que la première partie de cet article stipule que : « Les États parties garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant ». Ce n'est qu'ensuite que la convention ajoute la précision sur l'âge et le degré de maturité. Dans mon esprit, cette formulation établit un juste équilibre concernant le droit de l'enfant d'être entendu. Elle précise d'abord le statut de l'enfant à titre de personne ayant des droits inhérents et ensuite elle fait intervenir l'âge et le stade de développement de l'enfant comme étant des facteurs qui peuvent influencer l'interprétation du point de vue de l'enfant. Les droits de l'enfant, tout comme les droits de la personne, sont universels, indivisibles et interdépendants – ou sont ce que l'UNICEF décrit simplement comme « tous les droits pour tous les enfants ». Dans un service de garde, cela signifie que les droits des jeunes enfants doivent être respectés d'une manière qui respecte les droits des autres enfants à se sentir en sécurité. Pour résoudre la difficulté posée par des enfants perturbateurs, il ne faut pas nier leur droit d'être entendu, mais plutôt les aider à s'exprimer de manière plus constructive. Pour ce, il faut d'abord « entendre » ce que l'enfant a à dire en étant très attentif aux raisons qui motivent son comportement et ensuite créer avec les autres enfants les circonstances qui vont l'aider à faire ressortir le meilleur en lui et non pas tout le mauvais.



Un milieu structuré (sans être strict) pour un groupe d'enfants est très utile parce que les enfants, comme tous les êtres humains, sont fondamentalement sociables et s'adaptent facilement aux structures qui favorisent les interactions sociales positives (dans les situations contraires, ils se rebellent). La structure, cependant, doit être principalement imposée dans l'intérêt supérieur des enfants, et non pas celui des adultes.

Je crois fermement qu'il est essentiel de respecter le droit de l'enfant à être entendu pour que tous les autres droits de l'enfant définis dans la Convention puissent être respectés. Quand les adultes font les efforts nécessaires pour écouter les enfants, ils instaurent une culture de respect des droits humains qui transcendent la population adulte pour inclure tous les membres de la famille des humains, y compris les enfants. Et, à mesure que nous apprenons à voir les enfants, même les plus jeunes, comme des personnes, il n'y a plus d'excuses pour faire fi de leurs droits – pour abuser d'eux, les exploiter ou les négliger, ce qui nourrit un climat de haine qui pourra en faire des adultes malheureux et destructifs.

Je sais que nous ne construirons jamais un monde parfait dans lequel aucun enfant ne souffre, mais nous pouvons commencer par respecter le droit des enfants à être entendus.

Landon Pearson est une ardente défenseur des droits de l'enfant. Récemment retraitée du Sénat, elle a créé le Landon Pearson Resource Centre for the Study of Childhood & Children's Rights à la Carleton University à Ottawa. © CCCF 2006

Le 1^{er} juin 2006, le Landon Pearson Resource Centre for the Study of Childhood and Children's Rights (centre de ressources Landon-Pearson pour l'étude de l'enfance et des droits de l'enfant) a ouvert ses portes à la Carleton University à Ottawa. Ce centre offre une collection complète de documents, de livres, de matériel audio-visuel et électronique ainsi que des artefacts collectionnés par M^{me} Pearson au cours de sa carrière à la défense des enfants et des questions qui les touchent. Ce centre profitera du soutien d'un fonds de dotation établi en son nom.

PetitMonde.com
Le magazine Web des parents
et des professionnels de l'enfance

Venez nous visiter : www.PetitMonde.com



INFO SUR LA SANTÉ DES ENFANTS À UN CLIC DE VOTRE SOURIS!

En tant que partenaire affilié pour la section sur la santé des enfants du Réseau canadien de la santé, la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance vous propose plus de 1000 sources d'information-santé électroniques sur une multitude de sujets essentiels à votre travail tels que : l'alimentation, l'allaitement, l'art d'être parent et les services de garde, les besoins spéciaux, la santé environnementale et le développement de l'enfant. Notre page d'accueil vous offre une sélection d'articles et la section Foire aux questions (FAQ) répond aux questions courantes que se posent parents et praticiens.

Producteur
Réseau canadien de la santé
et des services de garde à l'enfance

Coordonnateur
Christine Gauthier
Présidente

583 avenue Paré/dale, bureau 201
Ottawa (Ontario) K1V 4R4
tél. : (613) 729-5289, poste 242
1-800-858-1412
téléc. : (613) 729-3159
chn@cccf-fcsge.ca
www.cccf-fcsge.ca

www.reseau-canadien-sante.ca
www.canadian-health-network.ca

Source : Santé Canada



Le secteur bénévole lance une initiative pour faire connaître sa valeur auprès de la population canadienne

par **Melissa Roy**

Un nouveau programme vient d'être lancé pour nous aider, nous les organismes de bienfaisance et les organismes à but non lucratif du Canada, à informer le public de notre contribution incroyable à la qualité de vie.

En adoptant un seul slogan, fondé sur des statistiques et des descriptions de ce que nous faisons et de ce que nous sommes – collectivement – chacune des 161 000 organisations a l'occasion de bénéficier de cet effort national conjoint.

Notre participation à l'initiative *Valeurs ajoutées* n'enlève rien aux efforts que nous déployons actuellement pour faire la promotion de notre travail et ne les remplace pas non plus. En fait, le programme sert plutôt de complément à ces efforts en offrant des outils simples et directs pour faire connaître un organisme en particulier au sein d'un vaste – et incroyable – contexte d'organismes dans le secteur caritatif et à but non lucratif au Canada. Ensemble, nous formons un collectif remarquable.

Nous faire connaître ensemble

Depuis des années, les chefs de file et les penseurs de tout le secteur caritatif et à but non lucratif remarquent que le public canadien nous connaît mal. Trop souvent, les stratégies politiques et les bailleurs de fonds ne tiennent pas compte de notre incidence collective et sous-estiment la portée de notre travail.

Durant l'Initiative sur le secteur bénévole et communautaire (une série d'initiatives nationales

parrainées par le gouvernement fédéral qui cherchaient à soutenir le secteur, à accroître ses capacités et à élargir ses compétences), l'idée d'une campagne de sensibilisation publique conjointe a vu le jour. Bon nombre de personnes étaient d'avis que, si les organismes de bienfaisance et à but non lucratif unissaient leurs efforts et parlaient d'une seule et même voix de notre incidence et de notre importance, notre influence auprès de la population canadienne s'en trouverait grandie et que nous aurions davantage son appui.

En 2004, sept organismes pancanadiens se sont unis pour mettre en œuvre le Projet de sensibilisation au secteur bénévole et communautaire. Ils ont préparé un document de travail (sur les avantages, les inconvénients et les défis d'une campagne de sensibilisation), ils ont tenu des consultations partout au pays et ils ont créé l'initiative *Valeurs ajoutées* qui reflète ce qu'ils ont entendu et appris durant ces démarches.

Pourquoi « Valeurs ajoutées »?

Trouver un moyen de décrire un secteur aussi varié que le nôtre n'a pas été une tâche facile. Mais bien que la gamme de nos intérêts et de nos activités soit très vaste, nous partageons tous un ensemble de *valeurs* qui nourrit notre passion et qui nous motive à améliorer les choses.

Ce sont les valeurs qui nous unissent. Les valeurs ajoutent de la force et un but à notre voix collective.

L'initiative *Valeurs ajoutées* rappelle à la population canadienne notre valeur pour la collectivité, les particuliers, l'économie et la société dans son ensemble.

L'initiative *Valeurs ajoutées* définit ce que nous sommes, ce que nous faisons et les contributions concrètes que nous apportons.



Les sept organismes qui mènent le Projet de sensibilisation au secteur bénévole et communautaire sont voués à donner vie à l'initiative *Valeurs ajoutées*. Ils ont tous commencé à intégrer des éléments graphiques et des outils dans leurs communications.

Consultez le site www.valeursajoutees.ca pour télécharger le manuel de l'utilisateur, qui renferme tous les graphiques et des idées sur la façon de soutenir cette importante initiative.

Melissa Roy est une coordonnatrice de projet au Imagine Canada — un des partenaires du projet Valeurs ajoutées. Pour de plus amples renseignements sur Imagine Canada, visitez le site Web à www.imaginecanada.ca.



Une initiative d'enquête sur la qualité : des défis et des possibilités pour le Canada

par Alan Pence et
Veronica Pacini-Ketchabaw

La question de la qualité des services de garde au Canada a fait couler beaucoup d'encre jusqu'à maintenant. On en parle depuis déjà trois décennies (par exemple, Fowler, 1975; Pence et Goelman, 1985; Goelman et Pence, 1987; Doherty, 2005). Au départ, tous ces travaux examinaient la qualité des soins par la lunette de la psychologie du développement et par le biais de la recherche qui portait sur le lien entre le développement de l'enfant et des variables telles que la taille des groupes, le ratio éducatrice-enfants et le milieu physique (McCartney, 2004). Une initiative actuellement en cours au Canada – l'*Investigating Quality* (enquête sur la qualité)* – suggère que la question de la qualité des soins est beaucoup plus complexe et vaste qu'une telle approche ne le sous-entend. Cette enquête vise à déterminer divers axes de recherche et de pratique et à travailler pour élargir et approfondir le débat sur la petite enfance au Canada.

Les motifs de cette nouvelle initiative sont nombreux :

- le débat en cours en Amérique du Nord est fondé sur une histoire sociale et universitaire particulière qui met l'accent sur certains aspects et qui en ignore d'autres;
- l'histoire et le contexte ne sont pas uniformes partout dans le monde – de fait, ils ne sont même pas homogènes à l'intérieur du Canada et des États-Unis;
- des groupes sociaux et culturels particuliers (p. ex. : les Autochtones) ont déterminé que leur voix n'était pas entendue dans le discours dominant et examinent d'autres façons de comprendre;
- une série de recherches et de travaux théoriques ont vu le jour aux États-Unis et ailleurs dans le monde et remettent en question les connaissances établies;

- d'autres disciplines, notamment la sociologie, se sont intéressées à l'enfance et offrent des démarches différentes pour comprendre le développement des enfants et les soins qui leur sont prodigués.

Et la liste se poursuit... Ceux d'entre nous qui avons participé à l'enquête sur la qualité sommes d'avis que ces démarches et ces connaissances forment la base d'un débat élargi, plus critique et plus créatif qui devrait avoir lieu dans le secteur de l'apprentissage et des soins de la petite enfance.

À ses débuts (2005), cette initiative a repéré des courants ou des domaines de recherche et de pratique ainsi que des personnes qui faisaient progresser cette façon et d'autres d'examiner et de comprendre la qualité. Dans une grande mesure, bon nombre de ces courants évoluaient en isolation partielle les uns des autres – les idées mises de l'avant et les textes cités dans un article n'étaient pas repris dans un autre. Il n'était pas facile de découvrir des points de vue divers à partir des discussions sur la recherche ou la pratique. Alors, l'initiative *Investigating Quality* a tenu une série de petits forums en 2006 pour réunir plusieurs joueurs clés des divers courants en vue d'explorer en détail les grandes idées et perspectives et de voir comment elles pourraient contribuer à une compréhension élargie, enrichie et approfondie des soins de la petite enfance ainsi que des questions liées au développement et à la qualité des soins.

Jusqu'à ce jour, les forums ont abordé divers sujets, tels que les méthodes autochtones pour assurer la qualité des soins prodigués aux enfants et les perspectives internationales sur la qualité et les démarches novatrices de la pédagogie (voir l'encadré pour de plus amples détails). Les exposés publics associés aux forums ont attiré un bon nombre de personnes et ont été très stimulants et utiles autant pour les éducatrices de la petite enfance que les fonctionnaires, les instructeurs et les chercheurs. Les fruits des efforts de recherche de fonds supplémentaires permettront de continuer et d'élargir les travaux entrepris lors des forums.

Remettre en question les pratiques : re-conceptualiser le perfectionnement professionnel

L'initiative *Investigating Quality* vise également à inciter les éducatrices à s'engager activement dans le débat et les actions menant à la création de places novatrices pour les enfants et les familles. Dans le cadre d'un modèle de



recherche active axée sur la participation (les « sujets » de la recherche contribuent à sa conception, à sa mise en œuvre et à son évaluation), Veronica Pacini-Ketchabaw travaille actuellement en collaboration avec un groupe de 30 éducatrices de la petite enfance œuvrant dans divers milieux, y compris des milieux autochtones, multiculturels, ruraux, urbains, collégiaux, universitaires et préscolaires, dans des services à temps plein, pour les tout-petits, les enfants d'âge préscolaire et en milieu familial. Cette initiative vise à mettre en valeur le potentiel de chacun et à apporter des innovations dans le secteur de la petite enfance en Colombie-Britannique.

Ce travail mené avec les éducatrices est fondé sur les éléments du perfectionnement professionnel efficace qui sont liés à une pédagogie et à un apprentissage améliorés des enfants (Mitchell et Cubey, 2003) :

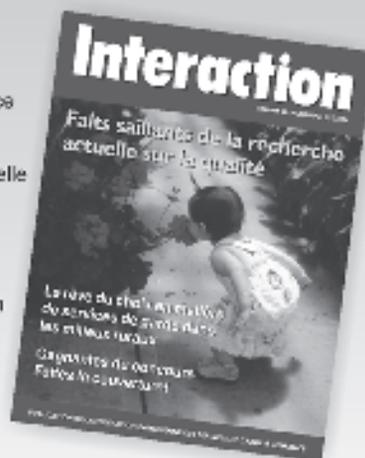
- il intègre les aspirations des participants, leurs compétences, leurs connaissances et leur compréhension du contexte d'apprentissage;
- il fournit les connaissances théoriques et pratiques ainsi que de l'information sur des pratiques de rechange ou novatrices (p. ex. : histoires pour apprendre, document pédagogique);
- les participants contribuent à mener une enquête sur la pédagogie dans leur propre service de la petite enfance. Les conseillers en perfectionnement professionnel participent aux enquêtes et travaillent directement avec les éducatrices pour les aider à remettre en question les pratiques, les croyances, les connaissances et les attitudes;
- il intègre la réflexion critique, ce qui permet aux participants de réfléchir et de remettre en question leurs suppositions et de poursuivre leur réflexion;

Abonnement-cadeau!

Donnez en cadeau la connaissance et l'appartenance à une collectivité... (donnez un abonnement) à *Interaction* – le magazine d'apprentissage et de service de garde au Canada.

À l'intérieur de cette publication trimestrielle bilingue, vous découvrirez des articles sur des recherches d'actualité, des nouvelles de partout au pays, des ressources publiées récemment, des pratiques dans le domaine de l'éducation et des soins de la petite enfance, des programmes et des services, et bien plus encore!

1 an (4 numéros) 50 \$



Le cadeau parfait pour une étudiante ou une collègue spéciale!

Pour commander un abonnement-cadeau, communiquez avec la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance à (613) 729-5289 poste 234; orders@cccf-fcsge.ca; ou visitez notre cyberboutique à www.cccf-fcsge.ca.

Forums de l'initiative *Investigating Quality*

Point de vue autochtone sur des services de garde de qualité. Le premier forum, qui s'est tenu en février 2006, a porté sur la perspective autochtone concernant la qualité. Des chefs de file autochtones sont venus partager leur point de vue sur la qualité des soins définie d'une manière holistique avec un accent particulier sur des principes de vie, dont les relations avec les autres, le respect, la complétude, le sacré, la continuité, les liens entre le passé et l'avenir, la relation avec la nature, et la quête d'un bien-être spirituel. Les collectivités autochtones déploient des efforts pour s'approprier le concept de qualité des soins et pour le redéfinir selon leurs valeurs culturelles.

Perspectives internationales sur la qualité. Un deuxième courant d'intérêt est celui du développement international ainsi que celui du travail sur le développement et de l'éducation de la petite enfance produit par le Consultative Group on ECCD (groupe de consultation sur le sujet). Lancé au milieu des années 1980 par le Dr Robert Myers, ce groupe a adopté une large démarche intersectorielle (santé, services sociaux, éducation, nutrition, hygiène, etc.) pour le développement et l'éducation de la petite enfance. La tendance actuelle favorise l'uniformité des évaluations, des normes, de la programmation et de divers autres aspects de l'éducation de la petite enfance, ce que bon nombre de personnes croyant au respect de la situation locale et à l'importance de la diversité trouvent très problématique.

Au-delà de la qualité et d'autres critiques. Lors d'un troisième forum, en août 2006, plusieurs auteurs de la série de livres *Contesting Childhood* et des participants au Early Childhood Education Reconceptualist Group (groupe de reconceptualisation de l'éducation de la petite enfance) se sont réunis pour discuter de pratiques difficiles et de moyens novateurs pour tenir compte de la pédagogie dans le secteur de l'éducation de la petite enfance, y compris de l'utilisation de matériel didactique et d'histoires pour apprendre.

Le numéro d'hiver 2007 d'*Interaction* mettra l'accent sur certains des concepts et des pratiques présentés lors du forum *Beyond Quality and Other Critiques* (au-delà de la qualité et d'autres critiques).



L'histoire d'une éducatrice : « Écouter les bulles »

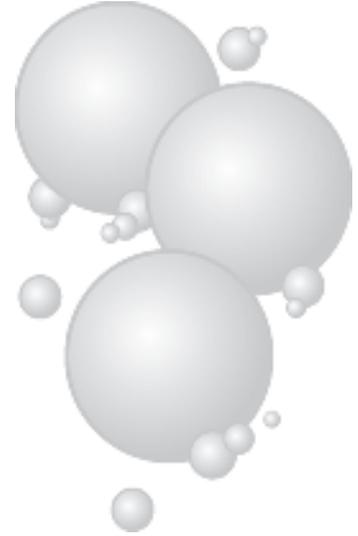
Voici ce qu'une éducatrice de la petite enfance ayant participé à l'initiative Investigating Quality pense de sa propre pratique, de ses suppositions concernant ce que doit être l'apprentissage et de la façon dont nous respectons la voix des enfants. Elle fait référence à la pédagogie de l'écoute, comme l'entend Rinaldi (2001). Rinaldi explique que « l'écoute joue une part importante » dans la recherche du sens.

« Le concept d'une "pédagogie de l'écoute" constitue un bon moyen de s'assurer que le personnel ne se lance pas tête première sans d'abord écouter. Cette semaine, j'ai vécu une expérience qui a changé ma compréhension de ce que veut dire écouter les enfants. J'ai installé une grande table pour faire des bulles avec de grands plateaux d'eau savonneuse et j'ai observé les enfants. J'ai tout de suite entendu les enfants dire : « non! », « arrête! ». J'allais intervenir quand je me suis retenue. Sur le coup, j'ai pensé : « Ça ne va pas fonctionner. Ils sont trop jeunes. » Ensuite, je me suis rappelée ce dont nous avons discuté lors du dernier atelier concernant le besoin d'écouter avec tous les sens et de tenir compte de tout le contexte avant de faire des suppositions. »

« Il s'est avéré que les enfants de 4 ans voulaient construire une montagne de bulles, tandis que ceux de 2 ans voulaient crever les bulles. Les plus jeunes n'écoutaient même pas les supplications des plus vieux : « non! », « arrête! ». Ils voulaient juste continuer à crever les bulles! Je me suis retenue et j'ai observé pour voir ce qui allait se passer. Pendant tout ce temps, j'étais pleinement consciente que le personnel observait. Je sentais bien qu'elles voulaient intervenir et qu'elles se demandaient pourquoi je ne le faisais pas dès que j'entendais un enfant crier « non! ».

« Je me répétais que les enfants ne faisaient que jouer avec de l'eau et du savon et qu'ils ne pouvaient pas se blesser. J'ai jeté un coup d'œil sur l'ensemble de la situation et je me suis demandée ce qui se passait à part les cris de « non! » et « arrête! ». J'ai attendu de voir comment les enfants allaient régler leur différend. Je me suis retenue de donner libre cours à mes suppositions concernant la capacité des enfants à gérer la situation et j'ai agréablement découvert qu'ils ont réglé l'affaire eux-mêmes, rapidement et sans autre conflit. Les enfants de 2 ans sont allés s'installer à l'autre bout de la table et ceux de 4 ans ont pu construire leur montagne de bulles. »

« Il est difficile de l'admettre, mais je vois et j'entends partout des cas où nos propres suppositions, idées préconçues et motifs cachés peuvent nuire au changement en nous-mêmes et dans notre centre. Le fait d'écouter les enfants m'a ouvert un tout nouveau monde de significations et cela mène chacun de nous vers des changements, qui sont parfois incommodes, mais néanmoins des changements. C'est vraiment fantastique, nous nous retenons pour ne pas intervenir trop tôt; nous laissons les enfants nous diriger vers de nouveaux projets excitants et nous sommes très emballées par cette nouvelle perspective. Nous apprenons ensemble, les enfants et le personnel. »



- il soutient des pratiques d'éducation qui sont inclusives et respectueuses des enfants, des familles et des collectivités d'horizons divers.

Une évaluation complète de cette composante de l'initiative aura lieu à l'automne 2006. Les données d'évaluation indiquent jusqu'à maintenant que les éducatrices de la petite enfance ayant participé à cette initiative transforment leur pratique en plus d'être davantage sensibles à leur travail auprès des enfants

et des familles et de mieux le comprendre. Elles orientent leur travail vers un apprentissage des enfants qui est fondé sur des connaissances théoriques novatrices (voir l'encadré).

Des occasions prometteuses autant que des défis attendent la Colombie-Britannique et le Canada dans le secteur de l'éducation de la petite enfance. Nos façons de comprendre les enfants, les soins, leur développement et la participation – sans oublier la qualité – s'élargissent et s'approfondissent. En vérité, « l'avenir n'est pas ce qu'il était ».



* L'enquête *Investigating Quality*, financée par le ministère de l'Enfance et du Développement de la famille de la Colombie-Britannique, est une initiative parmi plusieurs axées sur la qualité qui ont été entreprises dans divers coins du Canada à la suite des ententes sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants signées entre certaines provinces et le gouvernement fédéral (voir notamment « Quality by Design » de Friendly et Beach, 2004–2007; et les travaux de Whitty et Nason menés au Nouveau-Brunswick sur l'élaboration d'un programme provincial). Ces travaux s'inscrivent dans la foulée de l'initiative *Partenaires pour la qualité* de la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance.

Pour de plus amples renseignements sur les activités à venir dans le cadre de l'enquête *Investigating Quality*, consultez le site <http://reach.uvic.ca>. Vous trouverez des renseignements sur la spécialisation sur la petite enfance offerte à la School of Child and Youth Care de l'University of Victoria à l'adresse www.cyc.uvic.ca.

Veronica Pacini-Ketchabaw, Ph. D., est professeure adjointe à l'University of Victoria, codirectrice de l'initiative *Investigating Quality*, et coordonnatrice de la spécialisation sur la petite enfance offerte à la School of Child and Youth Care. Elle a rédigé et co-rédigé de nombreux articles dans les domaines de la migration et des soins de la petite enfance. Sa dernière publication est un livre qu'elle a co-dirigé avec le D^r Pence. Il est intitulé *Canadian Early Childhood Education: Broadening and Deepening Discussions of Quality* et a été publié par la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance.

Alan Pence, Ph. D., est professeur à l'University of Victoria, codirecteur de l'initiative *Investigating Quality*, fondateur du programme First Nations Partnerships et directeur de l'Early Childhood Development Virtual University. Il a publié de nombreux documents et a co-rédigé ou co-dirigé des livres sur le thème du présent article, dont *Valuing Quality in Early Childhood Service* (1994); *Beyond Quality in Early Childhood Education and Care: Postmodern Perspectives* (1999); et récemment *Supporting Indigenous Children's Development: Community-University Partnerships* (sous presse).

Références :

Dahlberg, G., P. Moss et A.R. Pence (1999). *Beyond quality in early childhood education and care: Postmodern perspectives*, London, Falmer Press.

Doherty, G. (juin 2005). *Quality and predictors of quality in Canadian child care*. Conférence livrée au congrès Un monde de qualité : Environnements des services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants – Allier la recherche, les politiques et la pratique, Regina (Saskatchewan).

Fédération canadienne des services de garde à l'enfance (2000). *Partenaires pour la qualité*, page consultée en juillet 2006 à l'adresse : www.cccf-fcsge.ca/projects/piq_fr.html.

Fowler, W. (1975). « How adult/child ratios influence infant development », *Interchange*, vol. 6, n° 1, p. 17–31.

Friendly, M. et J. Beach (2004–2007). *Quality by Design*. Une initiative menée par la Childcare Resource and Research Unit (CRRU), University of Toronto. Page consultée en juillet 2006 à l'adresse www.childcarequality.ca.

Goelman, H. et A.R. Pence (1987). « The impact of day care, family, and individual characteristics on children's language development », *Predictors of Quality Child Care*, D. Phillips (dir.), Washington DC, NAEYC Research Monograph Series, n° 1.

McCartney, K. (2004). *Recherches actuelles sur les effets des services à la petite enfance*. Page consultée en juillet 2006 à l'adresse : www.excellence-earlychildhood.ca/documents/McCartneyFRxp.pdf.

Mitchell, L. et P. Cubey (2003). *Characteristics of professional development linked to enhanced pedagogy and children's learning in early childhood settings: Best evidence synthesis*. Page consultée en janvier 2006 à l'adresse : www.minedu.govt.nz/web/downloadable/dl8646_v1/ece-pd-bes1.doc.

Pacini-Ketchabaw, V. et A.R. Pence (dir.). (2005). « The reconceptualizing movement in Canadian early childhood education, care and development », *Canadian early childhood education: Broadening and deepening discussions of quality, Échanges sur la recherche au Canada 13*, V. Pacini-Ketchabaw et A. Pence (dir.), Ottawa (Ontario), Fédération canadienne des services de garde à l'enfance.

Pence, A.R. et H. Goelman (1985). « A report on the Victoria day care research project », *Canadian Journal of Research in Early Childhood Education*, vol. 1, n° 1, p. 15.

Rinaldi, C. (2001). « A pedagogy of listening: A perspective of listening from Reggio Emilia », *Children in Europe*, p. 1–5.

Whitty, P. et Nason, P. (June, 2006). *Developing a curriculum framework for early learning and child care in New Brunswick*. Exposé au conférence de la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance, « Leading the Way to Quality ». Calgary, Alberta.

M'AS-TU VU? M'AS-TU LU?

Concepts pour tout-petits

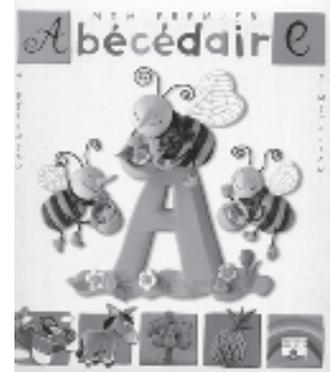
Bélineau, Nathalie. *Mon premier abécédaire*. Paris : Fleurus, 2003.



Boutan, Mila. *Combien sont-ils?* Paris : Mila éditions, 2005.

Boutan, Mila. *Le grand livre de la couleur*. Paris : Gallimard, 2005.

Bravi, Soledad. *Le livre des cris*. Paris : École des loisirs, 2005.



Chichester Clark, Emma. *Mon petit frère: les contraires de Mimi*. Paris : Kaléidoscope, 2002.

Delessert, Etienne. *Jeux d'enfants: A comme alphabets; Le goût des chiffres; Tout en couleur*. Paris : Gallimard, 2005.

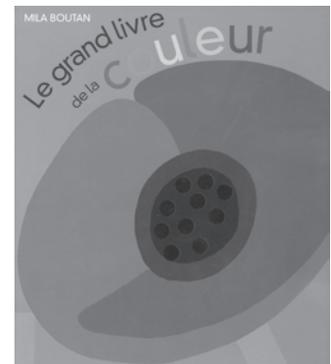
Hoban, Tana. *Toutes sortes de formes*. Paris : Kaléidoscope, 2004.



Martin, Bill. *Ours brun – dis-moi*. Namur : Mijade, 2000.

Pichtall, Chez. *Mon petit livre du corps*. Markham, Ont. : Scholastic, 2004.

Novick, Mary. *Les nombres*. Paris : Millepages, 2003



Roffey, Maureen. *Formes et couleurs*. Paris : Éditions du Sorbier, 2005.

Watt, Melanie. *Les contraires avec les animaux polaires*. Markham, Ont. : Scholastic, 2003.



Le CSRHSGE publie les Normes professionnelles applicables aux gestionnaires de services de garde

par Samantha Peek

Dans le secteur de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants, la qualité générale dépend largement de l'esprit d'initiative. Un leadership efficace aide à créer une équipe d'employés avertis et stables ainsi qu'un milieu de travail positif et il profite directement aux enfants et aux familles. Pour ces raisons, il est important d'élaborer des outils qui favorisent et améliorent les capacités de leadership. Les *Normes professionnelles applicables aux gestionnaires de services de garde* – élaborées par le Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance (CSRHSGE) – sont justement conçues à cette fin.

« Des études comme *Un travail à valoriser* ont relevé des lacunes au niveau des compétences et le besoin de soutenir l'esprit d'initiative, mais sans une définition claire de l'emploi, il était difficile de trouver des solutions, explique Diana Carter, directrice générale du CSRHSGE. Les normes définissent clairement les compétences, les capacités et les connaissances requises pour occuper un poste de gestionnaire dans un service de la petite enfance. Elles traitent aussi du travail qu'il reste à faire, y compris l'élaboration d'un programme. »

Publiées l'été dernier, les normes ont été élaborées à la suite d'une vaste consultation auprès de 140 gestionnaires des



quatre coins du pays. Elles reflètent les meilleures pratiques au niveau de l'administration d'un service de garde et peuvent être utilisées de différentes manières :

- les employeurs peuvent s'en servir pour déterminer les compétences clés et les tâches d'un poste à combler pour lancer une campagne de recrutement, pour embaucher quelqu'un et pour créer une description de tâches;
- les formateurs peuvent s'en servir pour élaborer un programme d'études et des programmes de formation;
- les administratrices, directrices et gestionnaires d'un service de garde peuvent s'en servir pour cerner des lacunes au niveau des compétences et les besoins en matière de perfectionnement professionnel;

Le saviez-vous?

Le document *Normes professionnelles applicables aux gestionnaires de services de garde* accompagne la publication *Normes professionnelles applicables aux intervenantes œuvrant dans les milieux de garde d'enfants* élaborée par la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance en 2003. Pour de plus amples renseignements ou pour commander cette publication,

il suffit d'écrire à orders@cccf-fcsge.ca ou de se rendre à la cyberboutique de la FCSGE à www.cccf-fcsge.ca.





- les organismes du secteur peuvent s'en servir pour élaborer et évaluer un programme d'agrément ou de reconnaissance professionnelle;
- les gouvernements peuvent s'en servir comme une série de meilleures pratiques reconnues à l'échelle nationale pour fonder l'élaboration et l'application de règlements, de programmes et de séances de formation sur la garde à l'enfance.

À la suite d'un atelier sur les normes applicables aux gestionnaires de services de garde lors du congrès À l'avant-garde de la qualité (juin 2006), l'animatrice Mary Goss-Prowse a remarqué que : « Les participants ont trouvé très stimulant de voir par écrit à quel point le rôle qu'ils jouent à titre de gestionnaire d'un programme d'apprentissage et de garde d'enfants est critique et complexe. » Compte tenu du niveau d'intérêt et d'engagement manifesté par les participants à cet atelier, le conseil sectoriel prévoit offrir plusieurs autres ateliers et exposés dans différentes régions du pays au cours des prochains mois.

Quelles sont les prochaines étapes?

Actuellement, il y a peu de programmes post-secondaires destinés aux gestionnaires d'un service d'apprentissage et de garde des jeunes enfants au Canada. Maintenant que les normes sont complétées, le CSRHSGE espère mettre en œuvre un projet conçu pour cerner les lacunes et élaborer des programmes. Il prévoit lancer ce projet au début de 2007.

Consultez le site Web du CSRHSGE pour de plus amples renseignements sur nos initiatives et pour commander un exemplaire des normes : www.cpsc-cssge.ca.

INFO-SANTÉ

Les petits aimants

Santé Canada avertit les parents et les personnes qui prennent soin des enfants que les petits aimants non fixés sont dangereux pour les jeunes enfants. Divers produits pour enfants comme les jouets de construction magnétiques, les aimants en forme de lettre ou de chiffre, le matériel d'artisanat et les nécessaires scientifiques, les jeux de société, les petites autos, et même les jouets en peluche, peuvent contenir de petits aimants. De plus, les petits aimants fixés à d'autres articles, comme les bijoux magnétiques et les aimants de réfrigérateur, peuvent être dangereux s'ils se détachent. Cet avis fait suite au décès récent d'un enfant de vingt mois aux États-Unis ainsi qu'au signalement de trois autres cas d'ingestion et d'un cas d'inhalation de plusieurs aimants dans ce pays. Ces incidents graves ont nécessité une intervention chirurgicale et impliquaient des enfants âgés de trois à huit ans.

Conseils pour éviter que de tels incidents ne se produisent :

- Gardez les produits avec de petits aimants hors de portée des jeunes enfants. Vérifiez également si les petits aimants sont détachés des jouets et d'autres produits et mettez-les immédiatement hors de portée des jeunes enfants.
- Consultez immédiatement un médecin si un enfant a avalé ou si vous soupçonnez qu'il a avalé un ou plus d'un aimant.
- Respectez les mises en garde et l'âge indiqués sur l'étiquette des jouets pour enfants, et gardez les jouets destinés aux enfants plus âgés hors de portée des jeunes enfants.
- Les enfants de moins de trois ans mettent souvent des objets dans leur bouche. Les petits jouets, les petites balles ou les petites pièces de jouets non fixées représentent des dangers d'étouffement, d'ingestion et d'inhalation à cet âge vulnérable et ne doivent pas être facilement accessibles. De même, gardez les petits articles ménagers comme la monnaie, les aimants, les piles, les capuchons de stylos, les pinces à papier et les bijoux, hors de portée des jeunes enfants. Connaissez la façon dont chaque enfant joue – cette règle s'applique aux enfants plus âgés qui mettent encore souvent des objets dans leur bouche.

Pour de plus amples conseils sur la sélection et l'utilisation plus sécuritaires des jouets, consultez la page Web de Santé Canada intitulée Conseils de sécurité en matière de jouets (www.hc-sc.gc.ca/cps-spc/pubs/cons/toy_safe-jouet_secur_f.html).

Source : Société canadienne de pédiatrie



www.soinsdenosenfants.cps.ca / www.caringforkids.cps.ca



Aider les enfants prématurés dans un service de garde

par Penny Davies

Le taux de naissances prématurées ne cesse d'augmenter depuis deux décennies. Une grossesse dure habituellement 40 semaines, mais environ 6 % des enfants canadiens sont nés avant 37 semaines de gestation. De nos jours, plus de la moitié des enfants nés à 24 semaines survivent, et cette statistique monte à 95 % pour ceux qui atteignent la trentième semaine (Jones et coll., 2005).

La plupart des bébés prématurés nés après 32 semaines de gestation réussiront bien et seront presque en tous points semblables à leurs pairs quand ils entreront à la maternelle. Toutefois, de nouvelles recherches importantes ont été menées sur les risques liés au développement des jeunes prématurés, particulièrement ceux dont le poids est inférieur à 1 500 grammes à la naissance. Nous savons déjà depuis longtemps qu'environ 20 % de ces enfants auront des handicaps importants, comme la paralysie cérébrale, des troubles d'ouïe ou de vision, des maladies pulmonaires chroniques (Mikkola et coll., 2005). Ce pourcentage est demeuré assez stable au fil des ans, mais nous commençons seulement à prendre conscience des difficultés plus subtiles qui affectent les 80 % restants.

Les bébés prématurés se rattrapent-ils?

Par le passé, les éducateurs et les médecins croyaient que la plupart des enfants nés prématurément « se rattrapaient » durant la première ou deuxième année de vie. Nous savons maintenant que tel n'est pas le cas. Bien que la plupart des enfants prématurés atteignent une taille physique normale, la majorité éprouvent des différences qualitatives au niveau de leurs capacités de développement qui semblent être le résultat de traumatismes crâniens mineurs ou d'anomalies au

cerveau visibles par résonance magnétique ou par tomographie (Inder et coll., 2005; Harvey, O'Callaghan et Mohay, 1999).

La recherche avance maintenant que les deux tiers des enfants prématurés qui n'ont pas de déficience majeure éprouveront d'autres troubles qui nuiront à leur capacité d'apprendre à l'école (Mikkola et coll.). Bien qu'ils obtiennent un score dans la moyenne aux évaluations de leur développement, ces enfants ont un QI de 10 points inférieurs aux enfants nés à terme et ils sont davantage susceptibles d'éprouver des troubles d'apprentissage, de comportement, d'attention, de traitement sensoriel, de développement social, d'ordre émotif, d'acquisition linguistique, de planification motrice et de coordination (Litt, Taylor, Klein et Hack, 2005; Kamaya et Kasiro, 1996; Farel, Hooper, Teplin, Henry et Kraybill, 1998; Luoma et Martikainen, 1998; Palta, Sadek-Badai, Evans et coll., 2000; Goyen et Woods, 1998; Sykes, Hoy, Bill et coll., 1997).

Que signifie tout cela pour les éducatrices de la petite enfance?

Suivez attentivement le développement et orientez rapidement l'enfant vers les services d'intervention nécessaires.

Plus nous repérerons rapidement les troubles subtils, plus nous serons efficaces pour éviter qu'ils n'affectent le rendement scolaire et l'estime de soi. Dans le cas des enfants prématurés, il n'est généralement pas utile d'adopter une approche passive. Les éducatrices doivent se fier à leurs instincts et orienter l'enfant vers un spécialiste si elles remarquent quelque chose de suspect ou si une étape du développement n'est pas franchie à l'âge habituel.

Les retards de l'expression orale du langage et de la sensibilité phonologique sont des indices très révélateurs des difficultés à venir dans l'apprentissage de la lecture et de l'écriture (Scarborough, 2001). Les troubles du comportement sont liés à des difficultés au niveau de l'attention, du traitement sensoriel ou de la gestion des émotions. Une mauvaise coordination et des troubles de planification motrice sont aussi des troubles pour lesquels il existe des interventions.

Faites savoir que des programmes préscolaires de qualité élevée sont bénéfiques pour les enfants prématurés.

Une étude toute récente (Olds, 2006) a révélé que les enfants prématurés qui évoluent dans des services de



garde éducatifs enrichis durant les trois premières années de leur vie obtiennent des scores plus élevés en mathématique et en lecture et éprouvent moins de troubles de comportement que les enfants prématurés qui n'ont pas bénéficié de tels programmes. Les éducatrices de la petite enfance doivent faire savoir aux familles que la plupart des bébés prématurés seront mieux préparés pour l'entrée à l'école s'ils fréquentent un bon programme préscolaire. Il faut encourager les parents à songer à la possibilité d'inscrire leur enfant à l'école publique seulement une fois qu'il sera rendu à la maternelle.

Les médecins conseillent souvent aux parents d'un bébé prématuré de ne pas inscrire leur enfant dans un service de garde de groupe en raison de la faiblesse de son système immunitaire. Or, il n'y a aucune preuve montrant que la faiblesse de l'immunité persiste après la première ou deuxième année de vie s'il n'y a pas de troubles de santé chroniques. En fait, de plus en plus d'études révèlent que pour la plupart des enfants, une exposition précoce à des infections courantes renforcera leur système immunitaire et réduira la fréquence des maladies quand l'enfant sera plus âgé (Ball et coll.).

Les enfants qui sont sujets à des troubles de traitement sensoriel, d'ordre émotif, de comportement et d'attention sont susceptibles de mieux réussir dans un programme qui est de petite taille, qui a un rapport enfants-éducatrice peu élevé, qui offre un environnement calme et à stimulation faible et qui instaure des routines prévisibles.

Soyez à l'écoute des parents.

Les parents connaissent mieux que quiconque leurs propres enfants. Il faut établir des relations fortes et empreintes de confiance avec les parents pour aider les enfants à grandir et à apprendre. Quand la mère d'un enfant prématuré vous annonce que son fils ne pourra pas fonctionner s'il n'a pas les bonnes chaussettes ou si la salle de classe est éclairée par une lumière fluorescente, croyez-la. Pour certains enfants ayant des troubles de traitement sensoriel, ces détails sont aussi gênants qu'un ongle qui gratte un tableau pour le reste de la population.

Offrez votre soutien, mais soyez honnête et directe avec les parents.

Donner naissance à un enfant qui pèse à peine plus qu'une livre de beurre est une expérience terrifiante.

Des mois de hauts et de bas à l'unité néo-natale des soins intensifs peuvent être épuisants et même traumatisants. Ces enfants prématurés sont de petits miracles dont les parents ont acquis un tout nouveau respect pour la fragilité de la vie. En règle générale, les médecins, les amis, les membres de la famille et d'autres personnes tentent d'apaiser l'angoisse des parents en leur disant que leur enfant « ira bien ».

La plupart des parents préfèrent l'honnêteté dans le contexte d'une relation de confiance. Ils savent quand quelque chose ne va pas et ils sont souvent soulagés d'avoir l'occasion de parler de leurs préoccupations. À titre d'interventionniste précoce et de mère de deux enfants prématurés moi-même, je crois que les éducatrices de la petite enfance doivent largement parfaire leurs connaissances dans ce domaine parce que nous avons l'énorme responsabilité d'aider ces enfants à faire de leur mieux.

Penny Davies est interventionniste précoce dans la région de Peel, près de Toronto. Elle est titulaire d'une maîtrise en psychologie et d'un diplôme en éducation de la petite enfance. Elle a aussi travaillé comme éducatrice de la petite enfance dans une garderie.
© FCSGE 2006

L'activité physique en milieu de garde : qualité des lieux et meilleures pratiques

Ce CD interactive, qui regorge de ressources fondées sur des recherches, vous aidera à améliorer la planification d'activités physiques. Il comprend dix feuilles ressources, des ateliers et des vidéoclips d'entrevues avec des spécialistes de l'activité physique pour les jeunes enfants.

**Offre de lancement :
6 \$ par CD**

Quantité limitée (Prix régulier : 20 \$)

Pour en commander, communiquez avec la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance à (613) 729 5289 poste 234 : orders@cccf-fcsge.ca ou visitez notre cyberboutique à www.cccf-fcsge.ca.



Prenez part à la révision de l'Énoncé de principe national sur la qualité dans les services de garde

par Anne Maxwell

La Fédération canadienne des services de garde à l'enfance a publié l'Énoncé de principe national sur la qualité dans les services de garde en 1991 et y a apporté une modification en 1992. Depuis, cet énoncé est une ressource qui a conservé sa popularité, notamment auprès des programmes collégiaux de formation sur le développement de la petite enfance. En misant sur l'expertise de Gillian Doherty comme auteure et sur le soutien d'un comité d'examen, dont certains des membres avaient participé à l'élaboration originale de l'énoncé, la FCSGE a préparé une nouvelle ébauche de l'énoncé.

Cette ébauche est affichée dans le site Web de la FCSGE et, jusqu'au 22 décembre 2006, vous pourrez la passer en revue et formuler vos remarques à partir du sondage en ligne. Après cette date, le comité d'examen se penchera sur toutes les remarques et préparera une version finale qui sera soumise au conseil d'administration et au conseil des membres pour obtenir leur approbation lors de leur

réunion de février 2007. Si le document obtient leur aval, l'énoncé sera soumis à un vote de ratification lors de l'assemblée générale annuelle de 2007 à Halifax – date qui coïncide avec les célébrations du 20^e anniversaire de la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance.

Cette version révisée de l'Énoncé de principe national décrit une vision de la qualité des soins de la petite enfance qui est pertinente pour tous les modèles de prestation de services. Elle débute par un résumé des neuf composantes (ce résumé peut servir de document d'une page) et continue avec des renseignements en profondeur sur chacun des neuf domaines : praticiennes en service de garde et d'apprentissage de la petite enfance (GAPE), partenariats établis sur un mode de collaboration avec les familles des enfants, environnements à l'intérieur et en plein air et des milieux d'apprentissage, programme d'apprentissage bien conçu, environnement de GAPE qui protège les droits des enfants, main-d'œuvre épaulée, leadership au niveau du programme, pratiques administratives au niveau du programme, infrastructure efficace.

Veillez encourager vos collègues de tout le pays à consulter le site de la FCSGE (www.cccf-fcsge.ca) pour passer en revue l'ébauche de l'énoncé et répondre au sondage.

Membres du comité d'examen :

- Karen Chandler, Initiatives stratégiques, gouvernement de l'Ontario
- Ann Gedrose, gouvernement du Yukon
- Pat Hogan, Certification Council of Early Childhood Educators of Nova Scotia
- Karen Isaac, BC Aboriginal Child Care Society
- April Kalyniuk, présidente du conseil des membres de la FCSGE
- Olie Lee, Saskatchewan Early Childhood Association
- Debra Mayer, experte-conseil et formatrice, Teachable Moments
- Joanne Morris, Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance
- Anne Rundle, liaison des autochtones, conseil des membres de la FCSGE
- Linda Skinner, Home Child Care Association of Ontario
- Gail Szautner, Saskatchewan Early Childhood Association

Anne Maxwell est directrice des projets, programmes et services à la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance. © FCSGE 2006

Affichez avec fierté le code de déontologie pour les intervenants en service de garde!

Cette affiche toute en couleurs du code de déontologie de la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance égayera votre service de garde et témoignera aux parents de votre professionnalisme. Il s'agit aussi d'un cadeau parfait pour une collègue spéciale!

Dimension: 28 cm x 43 cm (11 po x 17 po) • 5 \$ chaque

Pour commander l'affiche, contactez la FCSGE au (613) 729-5289 poste 234; ou visitez la cyberboutique à www.cccf-fcsge.ca.



Le modèle Toronto First Duty promet de bons résultats aux enfants

par Kerry McCuaig

En 2002, cinq écoles ont établi un partenariat avec des organismes communautaires afin d'accueillir le programme Toronto First Duty (TFD). Ce partenariat regroupait en un seul service homogène les trois domaines de la petite enfance que sont la maternelle, les services de garde et les services de soutien aux familles. L'idée était de créer un « guichet unique » où les parents pourraient obtenir un soutien familial et où les enfants pourraient participer à toute une gamme d'activités de garde et d'apprentissage de la petite enfance de qualité.

Le concept repose sur l'expertise des enseignantes à la maternelle, des éducatrices de la petite enfance et des travailleuses des services de soutien familial qui forment une équipe professionnelle planifiant et offrant conjointement le programme. En combinant les ressources des entités distinctes qui se préoccupent de la petite enfance, les parrains¹ espéraient que le nouveau programme répondrait mieux à deux besoins sociaux pressants : donner aux enfants le bon départ qu'il leur faut pour l'école et pour la vie tout en aidant les parents à exercer leur rôle parental en même temps qu'ils travaillent, qu'ils étudient ou qu'ils prennent soin d'autres membres de la famille.

Cathy Laing a inscrit ses deux filles au Bruce/WoodGreen Early Learning Centre à la Bruce Public School. La famille participe aux activités de la halte-garderie pour parents et enfants, ou les enfants y vont seuls une partie de la journée ou la journée entière selon l'horaire de travail de M^{me} Laing. « C'est un des aspects positifs du programme First Duty. Contrairement à un programme traditionnel de garde d'enfants, ici les filles n'ont pas à arrêter leurs activités ni à perdre

contact avec leurs amies lorsque la situation change », déclare-t-elle. Jane Bertrand, directrice des ressources et du développement au TFD ajoute : « Le modèle tient compte du fait que le bien-être des enfants est directement lié à la façon dont leur famille et leur collectivité se portent. »

L'emplacement scolaire² permet d'offrir des services d'apprentissage de base, de garde et de soutien parental. Si un enfant a des problèmes de santé ou des difficultés sur le plan du développement, l'équipe du TFD puise dans les ressources de tous ses partenaires – l'école, le conseil scolaire, l'organisme communautaire, les services aux enfants de la municipalité et le service de santé publique – pour lui donner le soutien nécessaire. Si un enfant a besoin d'une aide additionnelle, le personnel dirige la famille vers des ressources spécialisées. Les partenariats font aussi en sorte que des membres de la collectivité se rendent en milieu



Une mère participe volontiers au programme.

scolaire pour dépister les problèmes de santé et offrir sur place un service d'orthophonie et des programmes de santé.

Les écoles ont été choisies comme lieux où tenir le programme Toronto First Duty afin de faciliter l'accès aux familles. Comme l'explique M^{me} Bertrand : « Ce sont des établissements communautaires bien implantés qui accueillent les enfants de 4 à 12 ans. Moyennant quelques modifications, les écoles peuvent devenir un centre d'accueil dans le quartier pour les enfants, de leur naissance jusqu'à leur entrée à l'école secondaire, permettant ainsi aux parents de ne plus avoir à se demander où trouver les ressources dont ils ont besoin. » On a conçu le programme sachant que la situation des familles change au fur et à mesure que les enfants grandissent et que les parents évoluent de leur côté. « Un lieu unique ne divise pas les frères et sœurs et abolit le fameux trait d'union entre l'école et le service de garde, trop fréquent pour un grand nombre de parents qui travaillent », ajoute M^{me} Bertrand.

Le modèle fonctionne bien aussi pour les parents qui ne font pas partie de la main-d'œuvre rémunérée. La mère de Mahmoud Adulwahed dit au revoir à son fils à la garderie puis déambule avec les deux jeunes frères de celui-ci dans le hall jusqu'à une salle colorée remplie de fauteuils de taille adulte et de coins aménagés pour les enfants. Entesar, la mère de cinq garçons de moins de huit ans, déclare que le fait d'avoir le programme parental sur place lui permet d'y participer : « Je ne pourrais pas m'imaginer devoir amener les garçons plus âgés à l'école puis sauter dans un autobus avec le nourrisson et le bambin pour me rendre à un groupe de jeu ailleurs. »

Comme l'explique M^{me} Bertrand : « Nous appliquons les leçons apprises dans d'autres pays qui ont des systèmes de développement de l'enfant qui fonctionnent bien à cause de l'élimination des barrières entre les services de garde, d'éducation et de soutien familial. Le programme prend

en compte l'enfant et la famille dans leur globalité plutôt que de tout compartimenter. »

Pour la création du modèle, on s'est inspiré des recommandations de l'*Étude sur la petite enfance* de McCain-Mustard. Voici comment Margaret McCain décrit l'une des recommandations :

Durant l'Étude sur la petite enfance, nous devons faire face à toute une batterie de services : services de garde, groupes de jeu sous forme de haltes-garderies, garderies éducatives, maternelles, programme Bon départ et centres de ressources pour les parents et les familles, parmi d'autres. On aurait pu croire que rien n'y manquait, mais en fait tout était éparpillé, chaque programme étant laissé à lui-même avec de maigres ressources. Peu de parents savaient quels services existaient ou à quoi ils servaient. Conséquemment, nous avons conçu un plan pour rapatrier les atouts communautaires dans le domaine de la petite enfance en les regroupant en un programme unique ayant le mandat d'offrir des services de garde et d'apprentissage à la petite enfance et des services de soutien parental.

Même s'il peut sembler plus facile de lancer un nouveau programme plutôt que de réorganiser ce qui existe déjà, les avantages de cette dernière approche sont non négligeables. Comme le dit M^{me} Bertrand : « L'arrivée de nouveaux programmes peut souvent déstabiliser ceux qui existent déjà tandis que le regroupement des services existants permet de tirer profit de l'expertise collective. »

Le programme Toronto First Duty sert à montrer que la vision ambitieuse de M^{me} McCain est réalisable et bénéfique. Il est à espérer que les trois paliers de gouvernement étendront le modèle à l'échelle du Canada. Le ministère des Services à l'enfance de l'Ontario a relevé le défi en établissant trois nouveaux lieux de démonstration à l'extérieur de Toronto dans le cadre de sa stratégie Meilleur départ, dans

laquelle les écoles sont perçues comme des centres communautaires de services aux enfants et aux familles. Des groupes d'experts comprenant des représentants du milieu de l'éducation, des services de garde et des programmes de ressources pour la famille sont prêts à faire état de leurs recommandations en vue de la création d'un modèle intégré de programmes de la petite enfance et de dotation du personnel.

Le projet a attiré l'attention à l'échelle nationale et internationale. Selon Penny Morris, coordonnatrice du Bruce/Woodgreen Early Learning Centre, « les ministères provinciaux des services à l'enfance et de l'éducation nous tenaient occupés avec leurs tournées, particulièrement avant l'élection fédérale ». Comme les ententes fédérales-provinciales sur la garde des enfants ont pris fin, nombreuses sont les provinces qui ont ralenti, sinon remisé, leur plan d'expansion. Sans se laisser abattre, le réseau Meilleur départ de Toronto met en œuvre le modèle en se servant de sa structure de prestation de services existante. De l'avis de M^{me} Bertrand : « Proposer un changement dans un contexte de croissance est préférable, mais les avantages de l'intégration peuvent être les mêmes sans expansion. » La recherche abonde dans le même sens. Des universitaires de l'Ontario Institute for Studies in Education et de l'Université Ryerson ont suivi l'évolution du projet. Leur travail a permis de constater des changements intéressants dans la participation des parents, la qualité du programme et les résultats obtenus par les enfants.

La participation des parents

La plus grande réussite du projet, c'est la participation des parents. Il y a une bonne quantité de preuves indiquant que la participation des parents à l'éducation des enfants – faire la lecture à l'enfant, surveiller ses devoirs et rencontrer le personnel scolaire pour évaluer ses progrès – influe sur le succès scolaire (p. ex., Willms, 2002; Shonkoff & Phillips, 2000). Pour évaluer la participation des parents, les chercheurs ont

effectué un sondage auprès d'un échantillon de parents d'enfants en âge de fréquenter la maternelle aux cinq endroits où a lieu le programme TFD. Pour pouvoir effectuer une comparaison, on a aussi mené un sondage auprès des parents des écoles avoisinantes où on n'offre que la maternelle, ou la maternelle et soit un service de garde d'enfants, soit un programme de ressources pour la famille et l'enfant. Comme l'indique Carl Corter, chef de l'équipe de recherche du programme First Duty : « Les résultats laissent entendre que dans l'ensemble, les parents, aux endroits où a lieu le programme TFD, sont davantage activement engagés dans l'apprentissage de leurs jeunes enfants et ont davantage tendance à participer aux activités scolaires et à communiquer avec le personnel. » Selon M. Corter : « Les parents désirent vraiment avoir leur mot à dire dans le programme que fréquente leur enfant. Or, les résultats indiquent que le programme First Duty est conçu de façon à leur donner voix au chapitre. »

Un accès universel

Les programmes sont ouverts à toutes les familles même si l'on cherche à joindre celles qui n'utilisent pas habituellement les programmes de la petite enfance. Le programme First Duty tente d'éviter la stigmatisation qui peut être associée aux services ayant pour clientèle les familles à risque. La stratégie vise à corriger l'erreur dans l'organisation actuelle des services pour enfants qui ciblent les collectivités défavorisées dans le but d'atteindre les enfants à risque. Comme l'explique M^{me} Bertrand :

Un établissement de correspondances mené sur une vaste échelle nous indique que la majorité des enfants qui éprouvent des difficultés sont issus de familles de classe moyenne favorisées. C'est là un argument fondamental en faveur d'un système de la petite enfance universellement accessible. Nous avons beaucoup plus de chances de joindre les enfants à risque en offrant des services à tous les enfants.

Les chercheurs ont vérifié les inscriptions afin de savoir si les

programmes TFD recrutaient des familles représentatives des collectivités visées par les services. En utilisant le degré de scolarité de la mère comme indicateur, ils ont découvert que c'était effectivement le cas. Par exemple, à Queen Victoria, les participantes avaient des niveaux de scolarité quelque peu inférieurs aux quatre autres. Plus de 20 % des mères n'avaient pas terminé leurs études secondaires tandis qu'environ le même pourcentage d'entre elles avaient fait des études universitaires. Ce qui laisse entendre que le modèle TFD a un attrait universel. À tous les endroits, on trouve des tendances semblables en ce qui concerne la diversité linguistique.

L'aspect universel du TFD est aussi illustré par YEY-Wilcox. Cet endroit revête un intérêt particulier en raison de la séparation démographique entre l'est et l'ouest de la ville. Tandis que l'est est un secteur bien nanti, on trouve dans l'ouest des concentrations de familles vivant sous le seuil de la pauvreté et de familles monoparentales, immigrantes ou appartenant à une minorité linguistique. Or, les inscriptions indiquent que les familles des deux secteurs utilisent les services du programme TFD. Comme le fait remarquer M. Corter : « La crainte que le libre accès en l'absence d'une offre suffisante éloigne les familles défavorisées au profit des familles aisées de classe moyenne ne s'est pas matérialisée. »

L'amélioration de la qualité

L'intégration des services à la petite enfance a également produit une amélioration de la qualité. À l'aide de l'Échelle de l'évaluation de l'environnement préscolaire - révisée (ÉÉEP-R), les chercheurs ont évalué deux fois les endroits où se tiennent les mises à l'essai du programme. En 2003, les programmes de la maternelle, des services de garde et les programmes parentaux ont été jugés d'assez bonne qualité quoiqu'il y ait eu place à l'amélioration. En 2005, on a constaté une amélioration de la qualité aux sept endroits d'après l'ÉÉEP-R, les plus gros progrès ayant

été réalisés sur le plan de l'espace, des activités du programme et de la communication entre les parents et le personnel. Cette amélioration s'explique en partie par les efforts des écoles pour incorporer les buts du programme TFD qui mettent l'accent sur la participation des parents et sur de nouvelles façons d'utiliser l'espace en fonction du programme intégré.

L'équipe du personnel

La réussite de l'intégration des services dépend de l'équipe du personnel. Les entrevues menées auprès d'informateurs clés et les sondages anonymes auprès du personnel ont servi à voir les obstacles et les avantages de la promotion du travail d'équipe. La notion d'intégration a évolué avec le temps chez le personnel. Au tout début, l'intégration était un nouveau concept tant pour les professionnelles que pour les administratrices. L'absence de directives claires et de mesures de soutien a semé la crainte quant à la perte de l'intégrité professionnelle. Les différences de rémunération et de conditions de travail parmi les membres de l'équipe ont contribué à créer une hiérarchie interne. L'amélioration du leadership et du soutien, y compris l'établissement de protocoles, les possibilités communes de perfectionnement professionnel, l'attribution de temps pour la planification du programme et la résolution collective des conflits ont tous aidé à créer un esprit de corps.

En dépit des difficultés, le sondage final mené auprès du personnel la quatrième année a révélé que chaque enseignante à la maternelle, chaque éducatrice de la petite enfance et chaque personne interrogée appartenant au domaine des ressources pour la famille « aimeraient que le projet TFD se poursuive à son école. » Les membres de l'équipe ont également mentionné les avantages professionnels de l'intégration et notamment le soutien accru de la part des administratrices et des gestionnaires de systèmes, un meilleur accès aux ressources du programme, une communication plus

facile avec les familles, davantage de possibilités de perfectionnement professionnel et un soutien et un apprentissage entre pairs.

De meilleurs résultats pour les enfants

Les rapports faits par le personnel et les parents portent à croire que le modèle est de l'or en barre sur le plan de l'intervention précoce. Les enfants terminant la maternelle, que l'on mettait auparavant à part dans des classes d'éducation spéciales, sont maintenant intégrés aux classes générales dès la première année. Selon M^{me} Morris : « Les enfants qui éprouvent des difficultés dans d'autres programmes ont fait des pas de géant depuis qu'ils se sont inscrits à plein temps au Centre. »

Les avantages du programme intégré pour les enfants ont énormément aidé le personnel à laisser tomber ses réserves. Ces avantages ont été évalués à l'aide de l'instrument de mesure du développement de la petite enfance (IMDPE). L'IMDPE est une échelle d'évaluation que les enseignantes à la maternelle utilisent pour chaque enfant dans leur classe. Il comprend plus de cent éléments catégorisés en cinq domaines qui permettent d'évaluer la santé ou le bien-être physique, les connaissances et les compétences sociales, la santé affective ou la maturité, le développement linguistique et cognitif ainsi que les compétences en communication et les connaissances générales.

Les résultats obtenus à l'aide de l'IMDPE peuvent indiquer les changements chez les enfants sur le plan du développement dans un quartier donné. Le Toronto District School Board a utilisé les évaluations l'IMDPE pendant de nombreuses années, recueillant ainsi de l'information de base à des fins de comparaison entre les écoles. Les données ont été recueillies pour tous les endroits de la mise à l'essai tôt dans le projet et à nouveau en 2005. Les résultats

globaux se sont améliorés considérablement à trois des cinq endroits et sont demeurés inchangés à deux d'entre eux.

Le résultat global ou le total des points est une façon grossière d'examiner le développement de l'enfant; on recueille davantage d'information en examinant les changements qui se sont produits dans les cinq sous-échelles. Pour tous les endroits combinés, d'importantes améliorations ont été constatées dans trois des cinq dimensions : sociale, affective et linguistique. Il n'y a pas eu de changements dans le développement physique ou la communication-connaissances générales. Le développement physique n'était généralement pas ciblé dans le programme. Quant à la communication et aux connaissances générales, c'est un domaine qui est fortement et négativement associé aux groupes de langue minoritaire. Près de 60 % des enfants dans les programmes TFD ont l'anglais comme langue seconde, ce qui peut avoir influé sur le peu d'amélioration dans ce domaine. Quant aux résultats positifs sur le plan du développement social et affectif et du développement linguistique, ils peuvent être attribuables au fait qu'à plusieurs endroits, on visait explicitement une amélioration dans ces domaines. Ainsi, il est fort possible qu'il y ait un lien de cause à effet entre les programmes TFD et l'amélioration des résultats sur le plan du développement de l'enfant.

Au printemps 2003, on a recueilli certaines données d'évaluation directement auprès d'un échantillon de 76 enfants des divers endroits. L'expérience a été répétée au printemps 2005 auprès d'un échantillon de 125 enfants provenant de trois des endroits à l'étude. Les aspects mesurés étaient le vocabulaire-test de vocabulaire PPVT-III (échelle de vocabulaire en images Peabody), la capacité de lecture précoce (TERA-III) ou Test of Early Reading Ability, la notion de nombre et la compréhension sociale. Même si les enfants évalués étaient

représentatifs de leur milieu, l'échantillon était petit. Néanmoins, les résultats étaient en conformité avec les données de l'IMDPE indiquant une importante amélioration aux trois endroits à l'étude.

Des analyses des coûts ont également confirmé que le modèle intégré permet d'offrir des services à un plus grand nombre de familles et d'une façon plus souple que si l'on utilisait, au même coût, un mode de service traditionnel. Corter résume ainsi les avantages des services intégrés :

Dans l'ensemble, on peut conclure que les mesures de soutien professionnel intégrées améliorent la qualité des programmes de la petite enfance et réduisent les risques pour tous les parents et tous les enfants. En faisant participer les parents aux activités scolaires et à l'apprentissage en bas âge de leur enfant, le développement social et affectif de l'enfant et sa capacité d'apprendre s'en trouvent améliorés.

Pour de plus amples renseignements à propos de Toronto First Duty, rendez-vous au site www.city.toronto.on.ca/firstduty ou communiquez avec les personnes suivantes : Responsable des communications, TFD, Kerry McCuaig : kmccuaig@rogers.com; Coordonnatrice de l'élaboration du programme, TFD, Jane Bertrand : jbertrand@councilecd.ca; Surintendante, TDSB TDF, Jill Worthy : Jill.Worthy@tdsb.on.ca; Ville de Toronto, responsable de First Duty, Pamela Musson : pmusson@toronto.ca; Coordonnatrice du programme Meilleur départ pour la Ville de Toronto, Joanne Murrell : jmurrell@toronto.ca.

Bibliographie

National Research Council and Institute of Medicine. (2000). *From Neurons to Neighborhoods: The Science of Early Childhood Development*. Jack P. Shonkoff and Deborah A. Phillips, eds. Washington, D.C.: National Academy Press.

Willms, D. (2002). *Vulnerable Children*. Edmonton: University of Alberta Press.

Notes en fin de texte

- 1 Partenaires du programme Toronto First Duty : Ville de Toronto; Toronto District Board of Education, Atkinson Charitable Foundation, Canadian Autoworkers Child Care Fund, Atkinson Centre for Society and Child Development, OISE/UofT, The Child Development Institute, Macaulay Child Development Centre, N.Y.A.D. (Community Inc.), East York East Toronto Family Resources, Woodgreen Community Centre, Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario, Toronto Coalition for Better Child Care.
- 2 Emplacements du programme First Duty : Bruce Public School, Corvette Public School, JR Wilcox Community School, Queen Victoria Public School, Second Public School.

Un programme homogène de garde et d'apprentissage de la petite enfance à Bruce/WoodGreen

par Penny Morris

Hannah entre à la prématernelle cette année à la Bruce Public School. On y offre un programme de garde et d'apprentissage toute la journée. Elle n'aura pas à s'habituer à une nouvelle routine ou à de nouvelles enseignantes et elle gardera ses amies. La Bruce Public School est en effet « son école » depuis sa prime enfance.

Lorsque le Bruce/WoodGreen Early Learning Centre est devenu l'un des endroits où mettre à l'essai le programme Toronto First Duty, le centre d'alphabétisation pour les parents et les familles, qui relevait du Toronto District School Board, a été intégré au programme de maternelle. En même temps, l'unité de garde d'enfants des services communautaires de WoodGreen s'est jointe à l'équipe pour créer le programme de garde et d'apprentissage homogène d'une journée complète pour les enfants en âge de fréquenter la maternelle. L'an dernier, les options élargies des services intégrés sont devenues accessibles aux enfants dès l'âge de deux ans et demi. Hannah et sa famille y ont participé à divers degrés selon les changements dans l'horaire familial et les besoins de garde de l'enfant.

Le programme central

Le centre parental, qui est un élément du système interrelié de soutien et d'apprentissage, continue à offrir un programme gratuit de jeu et d'apprentissage aux enfants ainsi qu'aux parents ou aux intervenantes.

Chaque mois, entre 30 et 50 adultes y prennent part avec les enfants dont l'âge varie de la naissance à six ans. Les enfants plus âgés rejoignent souvent leurs parents et leurs jeunes frères et sœurs dans la salle parentale à l'heure du midi.

La préposée auprès des parents (une ÉPE embauchée par le conseil scolaire) met en œuvre un programme axé sur le jeu dans un environnement cordial pour les adultes. Elle fait partie d'une équipe qui s'occupe de la petite enfance et elle rencontre périodiquement le personnel en ÉPE du niveau préscolaire (embauché par

les services communautaires de WoodGreen), la responsable de projet (une gestionnaire du service de garde d'enfants de WoodGreen) et les enseignantes à la maternelle (des employées du conseil scolaire) afin de coordonner les activités conjointes de l'équipe, d'échanger des idées sur les programmes et de faire un remue-ménages de façon à répondre aux besoins individuels des enfants et des familles.

L'accès à une gamme complète de ressources au sein de l'école rend le centre parental différent de tout autre programme de halte-garderie pour les familles. Les parents et les enfants ont de nombreuses occasions de se joindre au reste du personnel et aux autres enfants pour des jeux à l'intérieur et en plein air, de la musique, de la lecture, du théâtre et d'autres activités. Nombreux sont les enfants plus âgés fréquentant le centre parental qui passent également du temps avec ou sans leurs parents ou leurs intervenantes dans la salle préscolaire au bout du hall. Certains enfants ne le font que



La rencontre de la dentiste le jour du dépistage des problèmes de santé.

deux ou trois matinées ou après-midi par semaine tandis que d'autres y vont tous les jours.

Au Bruce/WoodGreen Early Learning Centre, les parents et les enfants sont toujours les bienvenus dans toutes les salles. Tant les salles préscolaires que les salles de la maternelle offrent de nombreuses options : un programme gratuit de deux heures et demie le matin ou l'après-midi ainsi qu'un programme à plein temps (de 9 h à 15 h 30) ou un programme d'une journée prolongée (de 7 h 30 à 18 h) dont le coût est abordable. Les parents inscrivent leurs enfants pour le nombre d'heures et de jours qui leur convient.

Comme les besoins des familles changent, il n'est pas nécessaire que l'enfant participe au même programme chaque jour. Par exemple, une famille peut avoir besoin du programme d'une journée complète pendant deux jours de la semaine et du programme aux heures prolongées pendant trois jours. D'autres parents veulent profiter des avantages du programme de la journée entière pour leur enfant, mais pas se prévaloir de cette option cinq jours par semaine. Le centre accomode tout un chacun et répond aussi aux demandes de dernière minute des parents réclamant un service de garde d'urgence. Le programme est donc capable de réduire le stress parental et d'éviter les soins disparates que reçoivent de nombreux enfants. Même si ça peut sembler un cauchemar administratif, en réalité, cette manière de fonctionner est passablement facile à gérer parce que la plupart des familles ont un horaire fixe.

Les enfants commencent à arriver aussi tôt que 7 h 30 le matin. Un bon groupe d'enfants qui prennent part au programme gratuit d'une demi-journée arrive à 9 h. À 11 h 30, à moins qu'ils restent pour le lunch, certains enfants de ce groupe s'en retournent chez eux. Les enfants qui restent pour la journée entière ou la journée prolongée vont manger avant de faire un somme ou



Des mères dans le programme enfants-familles.

une activité créative. Entre-temps, le groupe de l'après-midi commence à arriver à 13 h et quittera à 15 h 30. De 15 h 30 à 18 h, le programme se poursuit avec un groupe réduit d'enfants de tout âge qui passent la dernière heure de la journée dans la salle de la maternelle.

Pour faciliter la transition d'une salle à une autre, les enfants dans la salle prématernelle et dans la salle parentale passeront de plus en plus de temps dans les salles de la maternelle sans leurs parents. Ainsi établiront-ils des relations avec différents membres du personnel, ce qui éliminera leur besoin de participer à un programme de préparation scolaire.

Un programme d'été est également disponible à un coût raisonnable, la journée entière ou le matin seulement, en présence des mêmes ÉPE qui travaillent durant l'année scolaire. En septembre, les enfants qui ont au moins 3,8 ans entreprennent le

programme de la maternelle. Comme pour les enfants d'âge préscolaire, certains élèves quittent à 11 h 30 tandis que d'autres restent toute la journée et que d'autres encore se joignent aux classes à 13 h pour le programme de l'après-midi. Ce sont les parents qui décident si leur enfant devra ou non faire un somme. Les quelques enfants qui le font dorment dans la salle préscolaire.

Les enfants vivent donc une journée sans rupture et sans la nécessité de s'adapter aux différences entre la maternelle et le service de garde – ils sont simplement à l'école. Les activités sont planifiées et offertes par une équipe d'enseignantes du conseil scolaire, d'éducatrices de la petite enfance et d'assistantes qui satisfont aux exigences provinciales du programme de maternelle et aux normes des garderies éducatives. Les élèves se réunissent pour le jeu en plein air, l'heure de la gymnastique, la visite à la bibliothèque, la lecture avec des

compagnons ou campagnes ayant une cinquième année, les activités autodirigées et la collation. Le programme est conçu comme un tout et non séparé avec d'un côté les enfants de la maternelle et de l'autre les enfants en service de garde.

Les éléments additionnels du programme

Le Bruce/WoodGreen Early Learning Centre essaie d'offrir un service à guichet unique aux familles de la collectivité. Le partenariat entre la Bruce Public School et les services communautaires WoodGreen permet d'offrir un service quotidien de garde et d'éducation ainsi qu'un soutien parental. En outre, comme WoodGreen est un organisme multiservices, les familles peuvent aussi être dirigées vers les services aux immigrants, le service de logement, le counselling professionnel et éducationnel, les programmes récréatifs pour adultes et enfants d'âge scolaire et les programmes pour personnes âgées.

Parmi les autres partenaires communautaires, il y a le Child Development Institute qui offre un groupe de formation en compétences sociales à certains des enfants de la maternelle ainsi que des programmes parentaux. Le service de santé publique de Toronto effectue des visites mensuelles et participe également aux journées de dépistage des problèmes de santé chez les enfants. Deux fois par année, des professionnels de la collectivité offrent des services de dépistage en établissant des postes en matinée dans les écoles locales où les parents et leurs enfants peuvent venir pour obtenir toute une gamme de conseils professionnels (audiologie, soins dentaires, comportement, nutrition, orthophonie et vue). Le dépistage précoce et un service de traduction et de suivi sont fournis.

Le Early Learning Centre a pu continuer à répondre à certains besoins des familles grâce à la mise en œuvre d'un programme de transition vers la première année, offert tôt le

matin, à l'heure du lunch et après l'école. Le personnel en ÉPE travaille en étroite collaboration avec les enseignantes de la première année afin de maintenir l'approche fructueuse de travail d'équipe adoptée à la maternelle.

Le point de vue de l'enfant

Lorsqu'on leur a demandé ce qu'ils aimaient à propos de leur école, les enfants de la salle préscolaire ont dit qu'ils aimaient jouer. Ils ont aussi mentionné leurs relations privilégiées avec leurs amis. Les élèves de la maternelle aiment trois choses : « ils s'amuse avec leurs amis, font ce qu'ils veulent et n'ont pas de devoirs. » Ces enfants n'ont pas à faire face aux journées fragmentées et aux relations de tous ordres entre adultes et enfants que de nombreux enfants de leur âge ont à vivre. Ils se rendent à l'école chaque jour pour la période à laquelle ils sont inscrits. Ils savent que certains de leurs amis retournent à la maison pour prendre le repas du midi et que d'autres demeurent sur place plus longtemps qu'eux, mais la routine et les règles dans les salles sont toujours les mêmes et ils ont toujours du temps pour jouer avec un ami ou une amie de leur choix et pour entreprendre leurs propres activités.

Le point de vue des parents

Les parents font partie de l'équipe d'apprentissage de la petite enfance à laquelle prend part leur enfant. Ils sont les bienvenus et tout le monde facilite leur participation. Beaucoup de parents ont déjà établi une relation avec le personnel du centre avant que leur enfant n'entre en maternelle. Ils ont passé du temps à l'école et observé le personnel scolaire dans leurs interactions avec les élèves plus âgés tout en travaillant avec le personnel à des questions particulières les intéressant. Certains auront siégé à divers comités ou auront fait du bénévolat au sein du programme.

Lorsqu'on a demandé aux parents de dire ce qui distinguait ce programme

des autres, une mère a déclaré que la notion de travail en équipe et l'expertise de chacune avaient contribué au succès de l'éducation de ses enfants et avaient allégé le stress dans sa vie. Un autre parent a écrit ceci :

Le programme combiné offre une continuité dans la journée de mes enfants, ce qui facilite la nécessité, pour leurs enseignantes et leurs éducatrices, de composer avec l'imprévisible comme les niveaux d'énergie et les enjeux sociaux, de façon à ce que toute la journée se déroule bien. Le programme a non seulement été un pionnier en ce qui concerne l'intégration interne, il a aussi répondu aux besoins d'intégration externe en étant offert à coût abordable et à des heures utiles tôt le matin et tard l'après-midi et en répondant aux besoins de garde les jours de congé. Ces services sont essentiels pour moi comme parent et ils ont été mis en place, avec souplesse et bon vouloir, par suite de consultations consciencieuses avec les parents.

Pour les parents, le programme intégré a l'avantage de faciliter la communication. Plutôt que de devoir informer séparément l'école, le service de garde et peut-être la gardienne, les parents n'ont qu'à faire part de l'information voulue à un membre du personnel, sachant que l'information sera transmise à quiconque au sein de l'équipe du personnel ou de l'école doit le savoir. Par exemple, si un enfant a eu une matinée difficile et qu'on doit venir le chercher tôt, cette information sera écrite dans le livre de communication commun au personnel ou transmise verbalement à l'équipe dans la salle. Les familles en sont venues à apprécier cette approche intégrée et se sentent à l'aise de demander l'aide de n'importe quel membre de l'équipe du personnel. La mère d'un enfant de la maternelle inscrit au programme de la journée prolongée a écrit ce qui suit :

J'adore BWELC et mon fils aussi. Lorsqu'il y a une journée de

perfectionnement professionnel à l'école ou durant les vacances d'hiver, il ne veut pas rester à la maison avec moi, il préfère aller à l'école. Mon grand souci lorsque mon fils a été en âge de fréquenter l'école était de savoir s'il s'y plairait ou non. Je crois sincèrement que si les enfants partent du bon pied à l'école, tout ira bien pendant toute la durée de leurs études. Mes inquiétudes sont tombées lorsqu'il est entré à Bruce. Non seulement les enseignantes sont formidables, mais tous les services parascolaires comme la garde tôt le matin et l'après-midi m'aident dans mon travail. Je suis tributaire de ce programme et je suis très reconnaissante de l'avoir. J'espère qu'un jour, tous les enfants et tous les parents auront ce que nous avons ici à Bruce.

Le point de vue du personnel

Les professionnelles à ce centre considèrent l'enfant comme un tout et tiennent compte de son contexte familial. Ce qui rend le programme intégré si attrayant pour le personnel, c'est la capacité de travailler en étroite collaboration avec tous les professionnels ainsi qu'avec les parents. À la question de savoir ce qui rendait ce programme différent des autres, une ÉPE a répondu : « Comme tout le monde travaille ensemble, nous pouvons maximiser les bénéfices pour chaque enfant. » L'énergie positive qui résulte du travail en commun et les multiples « petites choses » qui sont accomplies rendent ce programme intégré très enrichissant sur le plan professionnel.

Le personnel discute du programme d'activités, des règles en salle et des difficultés que peuvent avoir certains enfants. Comme chaque enseignante a une formation et une expérience légèrement différentes de celles des autres, l'équipe tire profit de l'expertise de chacune. La préparation et la mise en œuvre des activités et l'entretien quotidien des lieux sont des responsabilités partagées. Une des enseignantes à la maternelle résume en ces termes l'expérience du travail d'équipe : « C'est plus qu'avoir une

paire d'yeux additionnelle. C'est holistique – une expérience plus riche et plus satisfaisante pour tout le monde. » C'est aussi réconfortant de savoir que si une membre du personnel est absente, il y aura au moins une ou deux adultes dans la pièce qui seront familières avec les enfants et les parents. Les enfants semblent être particulièrement à l'aise et confiants sur le plan social et affectif et sur le plan de leurs études. On peut comprendre intuitivement que tel est le cas vu la cohérence dans la prestation du programme et le degré de communication au sein de l'équipe du personnel et entre les parents et le personnel. Les enseignantes de la première année ont remarqué des améliorations dans le niveau de confiance des enfants, dans leurs compétences sociales et dans la capacité de concentration des élèves qui viennent de quitter le centre d'apprentissage de la petite enfance.

L'approche d'équipe est également utilisée pour rédiger les bulletins et à l'occasion des entretiens avec les parents. Pour les bulletins, on demande l'opinion de tout le personnel qui a travaillé avec l'enfant tandis que les entretiens structurés avec des parents ont lieu en présence d'une ÉPE et d'une enseignante du conseil scolaire. Lorsqu'il est question de venir en aide aux enfants ayant des besoins spéciaux, les membres du personnel travaillent en étroite collaboration avec une enseignante ressource des services communautaires de WoodGreen. Les réunions mensuelles du personnel, les observations et les réunions avec les parents font toutes partie du soutien offert. L'enseignante ressource participe aussi aux réunions du personnel ressource de l'école, ce qui évite les dédoublements et assure la continuité du soutien offert. Voici ce que dit le directeur de la Bruce Public School sur le pouvoir de l'intégration :

Les bons éducateurs se demandent toujours comment améliorer l'apprentissage des élèves dont ils ont la garde. De solides partenariats entre les gens de tous les secteurs de notre système social sont nécessaires

pour tisser la toile d'un milieu d'apprentissage enrichissant qui favorise l'acquisition des connaissances élémentaires chez nos enfants. Chaque jour, nous travaillons ensemble à la création d'une société meilleure.

À titre de responsable du Bruce/WoodGreen Early Learning Centre, j'ai constaté que les parents sont plus à l'aise et passent plus de temps à l'école que ce qu'on voit normalement. Les enfants quant à eux ont davantage confiance en eux-mêmes, sont moins éparpillés et apprennent avec joie. Le personnel sait davantage où il s'en va et se sent stimulé par son travail. J'espère que les décisionnaires utiliseront notre exemple pour bâtir un système intégré de garde et d'apprentissage de la petite enfance pour tous les enfants du Canada.

Penny Morris, responsable de projet au Bruce Woodgreen Early Learning Centre (BWELC).



La Fédération canadienne des services de garde à l'enfance publie IDÉES deux fois par an en collaboration avec le centre pour le développement des jeunes enfants du George Brown College et du Hinks-Dellcrest Institute. Pour soumettre un article à IDÉES, communiquez avec Rachel Langford au (416) 415-5000, poste 2566; téléc. : (416) 415-2566; courriel : rlangfor@gbrownc.on.ca.

Comité de rédaction :

Rachel Langford, George Brown College, co-présidente
 Alex Russell, Hinks-Dellcrest Institute, co-présidente
 Jan Blaxell, Fanshawe College
 Patricia Chorney-Rubin, George Brown College
 Pat Corson, Ryerson University
 Sue Hunter, Hunter Consultants
 Chantal Larabie, French Connection
 Theo Lax, Child Development Institute
 Simone Philips, St. Lawrence Cooperative Day Care Inc.
 Susan Yabsley, Hinks-Dellcrest Institute



J'ai le droit d'être entendu

« Quand tu veux que quelqu'un sache ce que tu as envie de faire, tout ce qu'il faut, c'est lui dire. »

– Jacqueline

À titre d'intervenantes en services de garde et d'apprentissage de la petite enfance, vous savez qu'il convient d'écouter activement les enfants et de les encourager à participer. En agissant de la sorte, vous vous trouvez aussi à respecter un des droits de l'enfant d'être entendu.

Selon l'Article 12 de la *Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant*, ceux-ci ont le droit d'être entendus. Ce droit est perçu comme si fondamental que le 15 septembre 2006, le Comité des Nations Unies sur les droits de l'enfant a tenu une journée de débat général sur le sujet, intitulée *Parler, participer et décider* — Le droit pour l'enfant d'être entendu.

La Fédération canadienne des services de garde à l'enfance a été l'une des nombreuses organisations non gouvernementales dans le monde à soumettre une communication lors de cet événement. On pourra lire dans cette section un extrait de la communication ainsi que d'autres articles inspirants qui vous inciteront à réfléchir à votre pratique et à l'importance du rôle d'un service de garde et d'apprentissage de qualité pour soutenir le droit de l'enfant d'être entendu.

Dans cette section, vous trouverez des commentaires sur le droit d'être entendu faits par des enfants d'âge préscolaire durant une discussion en cercle. La revue *Interaction* remercie les enfants et le personnel de Kanata Research Park Child Care Centre d'avoir participé à cette activité.



J'AI LE DROIT D'ÊTRE ENTENDU

À la recherche des 99 autres langages en ÉPE

Un discours liminaire d'Alan Pence

Alan Pence, professeur à la School of Child and Youth Care, University of Victoria, a présenté un discours liminaire à la conférence nationale, *À l'avant-garde de la qualité*, tenue en juin 2006 à Calgary (Alberta). Cette conférence était organisée conjointement par la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance et ses organismes affiliés de l'Alberta. Le discours, dont le titre était *Seeking the Other 99 Languages of ECE* (À la recherche des 99 autres langages en ÉPE), a mis au défi le secteur de la garde et de l'apprentissage de la petite enfance de faire de la place aux « autres voix » dans l'élaboration des programmes, des activités de formation et des politiques.

Pence s'est inspiré, pour sa présentation, des travaux de Loris Malaguzzi, le fondateur et le sage de Reggio Emilia, qui a écrit que « l'enfant a une centaine de langages mais on lui en vole quatre-vingt-dix-neuf ». Pence y a postulé que le domaine de l'ÉPE est peut-être devenu trop limité dans sa façon de comprendre les enfants et ferme la porte à une multitude de possibilités différentes.

« Lorsque je lis nos publications, que j'analyse nos discussions stratégiques et que j'examine notre recherche, je n'entends pas parler d'une centaine de possibilités. Ce que j'entends et ce que je vois, c'est quelque chose de beaucoup plus étroit. Je vois et j'entends parler de l'enfant qui va devenir un élève du primaire, de l'enfant qui sera un jour un travailleur, de l'enfant qui est un chiffre dans la vaste économie mondiale. Et même si ce sont là des aspects des enfants et de leur avenir, ils ne rendent pas compte de tout ce qu'est l'enfant. »



Pence a donné un aperçu de ces autres voix que nous devons entendre à propos de l'enfance et de l'apprentissage. Il a présenté une gamme diversifiée de perspectives historiques sur la petite enfance, du début du XIX^e siècle à aujourd'hui. Il a aussi mis l'accent sur les perspectives multiculturelles dont il a pris connaissance grâce à des projets récents, y compris celui mené à Meadow Lake au nord de la Saskatchewan où il a travaillé avec le conseil tribal de l'endroit à l'élaboration d'un programme de formation à l'intention des réserves afin que le conseil crée ses propres services à l'enfance dans ses neuf collectivités vivant dans des réserves.

« (Ces exemples illustrent le fait que) l'enfance est une construction sociale qui varie dans le temps et selon les cultures et les contextes. Les gens et les parents aux quatre coins du monde travaillent différemment à créer des soins appropriés pour leurs enfants non seulement parce que le matériel dont ils disposent, l'environnement et la technologie sont différents, mais parce que leur compréhension des enfants, de qui ils sont et de ce qu'ils peuvent faire n'est pas la même. Et vu ces différences profondes, lorsque nous parlons de la « qualité des soins », nous ne pouvons pas arriver à une définition unique de cette chose que l'on nomme qualité, car il n'y a pas un instrument ou une méthode capable d'en saisir à lui seul ou à elle seule l'essence. »

Le saviez-vous...?

Alan Pence et d'autres éminents chercheurs internationaux travaillent en ce moment à un projet en vue d'offrir des forums de discussion sur diverses perspectives touchant la qualité. Le projet de recherche sur la qualité est expliqué plus longuement dans un article à la page 10 de ce numéro d'*Interaction*.



Pence a aussi mis en lumière un certain nombre d'initiatives de par le monde qui tentent de saisir ces autres voix, comme le travail de Margaret Carr en Nouvelle-Zélande. Carr a travaillé avec des conseillers Maori à la création du curriculum Te Whariki qui est devenu le programme d'enseignement national au pays pour les services à la petite enfance.

« Dans chacun de ces exemples... il y a un profond respect pour ce qui est « inconnu » et une appréciation du besoin d'ouverture et de création de place pour les autres voix, les autres possibilités; et souvent ces voix sont celles qui sont le plus près de l'enfant mais le plus éloignées du pouvoir. »

Pence a prié les délégués à la conférence de faire de la place aux autres voix dans leur collectivité et de veiller à ce que ces voix se reflètent dans l'élaboration des programmes, des activités de formation et des politiques. Il a terminé sa présentation en invitant les délégués à réfléchir aux questions suivantes lorsqu'ils retourneront dans leur contexte professionnel :

- Quelles voix entend-on dans vos activités d'élaboration de programmes, de séances de formation ou de politiques... dans votre contexte particulier, quel qu'il soit?
- S'agit-il de réponses ou créent-elles leur propre dynamique?
- Quelles sont les voix que l'on n'entend pas?
- Comment pourriez-vous créer un espace où les autres voix pourraient trouver leur place et se faire entendre?
- Êtes-vous prêt à affronter l'opposition à votre voix?
- Êtes-vous prêt à attendre sans imposer votre pensée?
- Demandez-vous : Qu'est-ce que je connais? Comment ai-je acquis ce savoir? En quoi m'empêche-t-il d'apprendre autre chose?
- Combien de langages en ÉPE tenez-vous?

Pour un exemplaire du discours liminaire complet (en anglais seulement), rendez-vous sur le site Web de la FCSGE à l'adresse www.cccf-fcsge.ca et cliquez sur le logo Leading the Way to Quality.

Les cent langages des enfants

*L'enfant est un multiple de cent.
L'enfant a une centaine de langages, une centaine de mains, une centaine de pensées, une centaine de façons de réfléchir, de jouer, de parler.
Une centaine toujours une centaine de façons d'écouter, de s'émerveiller, d'aimer une centaine de joies à chanter et comprendre une centaine d'univers à découvrir une centaine d'univers à inventer une centaine d'univers dont rêver.
L'enfant a une centaine de langages (et des centaines et des centaines de plus) mais on lui en vole quatre-vingt-dix-neuf.
L'école et la culture*

*séparent la tête du corps.
On dit à l'enfant de penser sans ses mains d'agir sans sa tête d'écouter et de ne pas parler de comprendre sans joie d'aimer et de s'émerveiller seulement à Pâques et à Noël.
On dit à l'enfant de découvrir le monde qui est déjà là et de la centaine, on lui en vole quatre-vingt-dix-neuf.
On dit à l'enfant que le travail et le jeu que la réalité et le fantasme que la science et l'imagination que la terre et le ciel que la raison et le rêve sont des choses qui ne vont pas ensemble.
Et ainsi on dit à l'enfant qu'il n'existe pas de centaines.
L'enfant réplique
Pas question. Les centaines y sont.*

— Loris Malaguzzi (traduit en anglais par Lella Gandini) Fondateur de l'approche Reggio Emilia



« Les personnes qui parlent à d'autres, on doit attendre parce qu'ils sont en train de parler. On ne peut pas parler parce que...on va rendre leurs sentiments tristes. » – Ryan

Des ressources sur les droits de l'enfant sur le Réseau canadien de la santé

Le Réseau canadien de la santé (RCS) est un outil précieux pour trouver de l'information sur la garde et l'apprentissage de la petite enfance et sur le sain développement de l'enfant en général. En fait, notre collection a grossi et compte maintenant 2 500 ressources françaises et anglaises sur une diversité de sujets qui aideront plus praticiennes de la garde à l'enfance dans leur travail auprès des jeunes enfants.

- Par exemple, il y a de nombreuses ressources utiles sur les droits des enfants pour compléter les activités de la Journée nationale de l'enfant, comme :
- Respecter les droits de l'enfant à la maison
 - Respecter les enfants dont nous nous occupons
 - Les droits de l'enfant au sein du régime de soins de santé
 - Respecter les droits de l'enfant au service de garde
 - Le VIH/sida et les droits des enfants

Rendez-vous simplement sur le site Web à l'adresse www.reseau-canadien-sante.ca et inscrivez « droits des enfants » dans la boîte de recherche. Pour de plus amples renseignements sur le travail des groupes affiliés pour le compte des enfants au RCS, communiquez avec Kim Tytler, responsable de la promotion de la santé, à l'adresse ktytler@cccf-fcsge.ca.



J'AI LE DROIT D'ÊTRE ENTENDU

Parler, participer et décider

Le droit de l'enfant d'être entendu

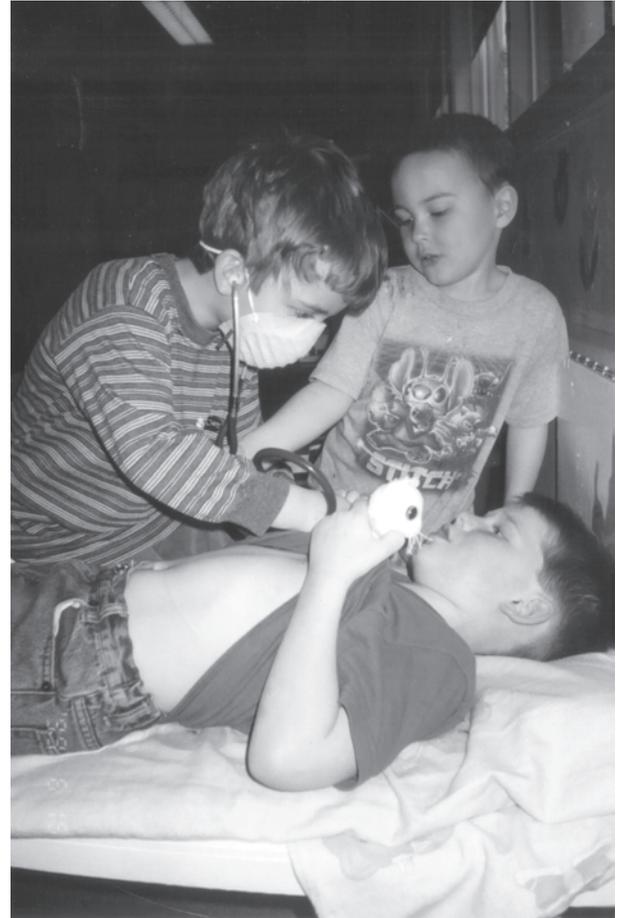
par Kim Wilson

Cet article est un extrait d'un document que la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance (FCSGE) a préparé à l'occasion de la journée de discussion générale des Nations Unies sur le droit de l'enfant d'être entendu, qui s'est tenue le 15 septembre 2006.

Dans la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE), les droits de participation des enfants sont contenus dans les articles 12 à 17 qui traitent de la participation civique : le droit d'exprimer son opinion et que celle-ci soit prise en considération (article 12), le droit à la liberté d'expression (article 13), le droit à ses croyances (article 14), le droit d'association (article 15), le droit de protection de la vie privée (article 16) et le droit d'avoir accès à une information appropriée (article 17). Même si les droits des enfants à la participation sont précisés dans les articles 12 à 17 de la CDE, on s'intéresse en particulier ici à l'article 12. Pour illustrer les liens entre l'article 12 et les autres articles de la CDE, on fait des renvois entre parenthèses aux articles connexes.

Le droit d'être « entendu » : Un concept fondamental des services de garde et d'apprentissage de la petite enfance de qualité

L'article 12 reconnaît à l'enfant la capacité de faire part de son point de vue à propos de sa vie, de traiter l'information, de se forger une opinion et de prendre des décisions. Pour que les



Le droit d'être entendu

L'article 12 de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (ratifiée par le Canada en 1991) se lit comme suit :

Les États parties garantissent à l'enfant qui est capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité.

enfants développent ces capacités pleinement, ils doivent avoir accès à des possibilités adaptées à leur stade de développement qui leur permettent de mettre des idées à l'essai, d'explorer et d'apprendre activement. Un service de garde et d'apprentissage de qualité encourage cet apprentissage actif au moyen du jeu et de programmes dirigés par l'enfant (article 31).



Pour l'enfant, entrer dans un programme de garde et d'apprentissage de la petite enfance (GAPE) est souvent sa première expérience de communication avec des pairs et des adultes à l'extérieur de son milieu familial. Dans les milieux de GAPE, les groupes d'enfants répandent les semences qui assureront le succès de leurs relations sociales leur vie durant. Les enfants ont des expériences semblables qu'ils se communiquent entre eux et ils font des compromis les uns avec les autres. Ils apprennent à s'exprimer pour faire connaître leurs besoins et leurs désirs et ils apprennent à écouter les autres et à partager (*article 29*). Si les expériences des enfants en GAPE sont positives, ceux-ci se sentiront bien dans leur peau et auront la confiance voulue pour explorer le monde qui les entoure et pour interagir entre eux d'une façon positive. Ce sont ces expériences qui leur apprennent qui ils sont et qui leur font découvrir le monde.

Dans des programmes de garde et d'apprentissage de la petite enfance de qualité, les intervenantes et les parents sont des partenaires qui se font part mutuellement de leurs observations de l'enfant afin de mieux saisir ses pensées et ses sentiments et de se faire une meilleure idée de ses talents et des domaines dans lesquels il peut avoir besoin d'un soutien additionnel. Munis de cette information, les parents et les intervenantes comprennent mieux comment ils peuvent aider l'enfant à se réaliser pleinement.

On entend par l'expression « être entendu » le droit de l'enfant de parler, de participer et de décider. L'enfant a le droit d'être « entendu » dans tous les types d'activité. C'est dire que les adultes doivent écouter et observer l'enfant et respecter son point de vue lorsqu'il parle, bouge, joue, crée et fait des choix.

« Parler » et être entendu

Les programmes de garde et d'apprentissage de la petite enfance de qualité sont ceux dans lesquels les intervenantes s'efforcent d'inciter les enfants à réaliser leur potentiel et reconnaissent que pour ce faire, les enfants doivent savoir qu'on les écoute (*article 6*). « Être entendu » suppose que l'enfant ne fait pas que s'exprimer, mais que quelqu'un l'écoute et cherche à le comprendre et à réagir à ce qu'il dit.

Les enfants ont besoin d'être « entendus » à toutes les étapes de leur développement, et ce, *dès la petite enfance*. Les bébés et les bambins n'utilisent pas la langue, mais cherchent à exprimer leurs besoins par des pleurs ou par des gestes et des expressions corporelles. Ils se sentent entendus lorsqu'un adulte attentif y réagit.

Les jeunes enfants dépendent des adultes autour d'eux pour combler leurs besoins. Pour qu'ils puissent développer un sentiment de sécurité et être assurés qu'on répondra à ces



« *L'enseignante et les parents doivent écouter les enfants. Leurs idées sur les dessins et les choses qu'on veut faire en classe.* » – Alison

besoins, ils doivent sentir que les adultes les comprennent. Lorsque les enfants sentent qu'on les écoute, ils développent une forte estime d'eux-mêmes. Ils s'aperçoivent que les autres accordent de l'importance à ce qu'ils ont à dire et ils se sentent donc acceptés comme personnes éprouvant des sentiments et ayant des idées. Il y a de nombreuses façons dont les intervenantes en services de garde et d'apprentissage de la petite enfance peuvent aider les enfants à se sentir écoutés. Durant la conversation en cercle, on peut les encourager à raconter leur expérience personnelle et à exprimer leur opinion et leurs sentiments. L'enfant qui ne se sent pas à l'aise pour parler devant le groupe pourra le faire par personne interposée à l'aide d'une marionnette. Les intervenantes peuvent encourager les enfants à parler en leur posant des questions ouvertes et en leur donnant ainsi la chance de s'exprimer et d'entrer dans les détails.

Si un enfant manifeste de l'intérêt pour quelque chose, les intervenantes peuvent y donner suite en lui offrant davantage d'occasions de mettre à l'essai des activités liées à ses intérêts et à ses compétences. Par exemple, à l'heure du cercle, l'intervenante pourra lire un livre à propos d'un garçon qui vit en milieu agricole. Si l'enfant lui demande pourquoi le poulet dans l'histoire ne vole pas, l'intervenante expliquera au groupe que les poulets ne peuvent voler qu'à de courtes distances et remerciera l'enfant de son intéressante question. Le jour suivant, l'intervenante pourra apporter de l'information sur les oiseaux qui ne volent pas. En poursuivant la discussion amorcée par l'enfant lorsqu'il a posé sa question, celui-ci constate que l'intervenante l'a écouté et a apprécié l'intérêt qu'il portait à la chose. Lorsque les questions des enfants sont prises au sérieux, ceux-ci se sentent confirmés dans leur valeur et à l'aise de chercher à obtenir des réponses. En donnant aux enfants le pouvoir de chercher à obtenir réponse à leurs questions, on les inscrit dans un processus d'apprentissage.



Participer

Il incombe aux intervenantes en services de garde et d'apprentissage de la petite enfance de ne pas se contenter de présenter des faits aux enfants, mais de leur offrir des occasions d'expérimenter et de les soutenir dans leur exploration. En fait, la CDE aborde spécifiquement la question de l'orientation et des conseils à donner aux enfants dans l'exercice de leurs droits (*article 5*).

Lorsque les enfants participent, ils sont engagés dans l'action et ils tirent des leçons de leur expérience. Par exemple, lorsque les enfants participent en prenant part aux activités de préparation des aliments, ils apprennent comment mesurer les ingrédients, ils découvrent la science du mélange des substances en vue d'en créer une nouvelle et ils constatent que chauffer le mélange change la substance. C'est aussi pour eux une importante occasion d'apprendre les règles de sécurité; par exemple, ils apprennent qu'un four chaud peut les brûler et qu'ils doivent porter des gants de cuisine pour retirer le contenant brûlant.

Lorsque les enfants participent à des chants et à des danses, ils peuvent apprendre un nouveau vocabulaire dans les chansons et commencer à découvrir leur corps dans les mouvements de danse; ils apprennent qu'ils peuvent bouger de façon originale et créative avec la musique et s'exprimer par la danse. Même les très jeunes enfants peuvent être encouragés à participer à des formes artistiques créatives.

Dans les milieux de GAPE de qualité, les intervenantes créent des environnements qui aident les enfants à participer et tiennent compte du point de vue de chacun lorsqu'elles décident des occasions à offrir aux enfants. Elles prévoient toutes sortes d'activités et d'occasions de façon à ce que les enfants puissent choisir celles auxquelles participer, dans la mesure de leurs capacités (*article 3*). Par exemple, si on aménage plusieurs postes d'activité, les enfants pourront choisir entre l'art dramatique, la lecture, la construction, etc. Des milieux de qualité sont conçus de façon à encourager la participation de tous les enfants. Les intervenantes doivent veiller à ce que le matériel soit accessible à tous et étudier la façon d'adapter les activités afin d'encourager les enfants handicapés à y prendre part.

Décider

« Décider » ne veut pas dire que les enfants n'auront pas à suivre de règles et qu'ils pourront prendre n'importe quelle décision sans tenir compte de leur bien-être et du bien-être d'autrui. Mais ils seront consultés et leur point de vue sera pris en considération. La CDE mentionne le droit des enfants d'exprimer librement leur point de vue et d'obtenir suffisamment d'information pour prendre des décisions éclairées, sans toutefois qu'il en découle d'obligations pour les enfants d'exprimer leur opinion (*article 13*).



« Si des enfants se disputent, l'enseignante doit les écouter tous les deux pour comprendre ce qui se passe. » – Lauren

Dans un service de GAPE de qualité, « décider » veut dire donner aux enfants le choix et la possibilité de prendre certaines décisions par eux-mêmes. Par exemple, on peut donner aux jeunes enfants le choix entre différentes collations nutritives et leur permettre de se servir eux-mêmes ou leur laisser choisir le livre ou l'activité qui leur plaît à l'heure du cercle. Pour l'intervenante, il est facile de donner de tels choix aux enfants et ceux-ci ont un effet profond sur leur estime de soi et sur leur impression de maîtriser la situation. Les intervenantes consultent les enfants en leur demandant d'exprimer leurs sentiments, leurs idées et leurs opinions.

Autant en milieu de GAPE qu'à la maison, le fait de prendre part au processus décisionnel donne aux enfants le sentiment d'avoir prise sur le réel. Par exemple, les bambins peuvent avoir leur mot à dire sur les vêtements qu'ils portent, les activités qu'ils exercent et peuvent décider s'ils veulent jouer avec les autres ou seuls. On peut encourager les enfants d'âge préscolaire à discuter des façons de résoudre un conflit et leur laisser proposer des règles et des changements à l'équipement ou à la routine.

Lorsqu'on leur laisse la possibilité de prendre des décisions, les enfants apprennent à discuter de leurs choix et des conséquences qui y sont associées. Même si l'option qu'ils proposent n'est pas choisie, ils apprennent à exprimer leur opinion et constatent que les autres peuvent avoir un point de vue différent du leur. Le processus consultatif est juste si tout le monde a la chance d'exprimer ses idées et si les raisons de la décision finale sont bien expliquées.

Les enfants que l'on encourage à communiquer et à exprimer leurs besoins, leurs pensées et leurs sentiments apprennent qu'ils peuvent influencer sur leur environnement (*article 13*). Le sentiment de sécurité qui découle d'une communication saine et réciproque aide les enfants à



avoir la confiance et la sécurité voulues pour explorer le monde qui les entoure.

Élever les enfants de façon à ce qu'ils deviennent des citoyens actifs et engagés

Beaucoup de gouvernements démocratiques des pays occidentaux sont actuellement aux prises avec une faible participation aux élections et aux consultations à tous les niveaux politiques. L'apathie des jeunes est un sujet qui préoccupe beaucoup le Canada. Afin de renverser cette tendance et d'élever nos enfants de sorte qu'ils deviennent des citoyens actifs et engagés, nous pouvons leur apprendre à contribuer efficacement aux tâches courantes durant leurs premières années. On doit donner aux enfants la capacité de développer leurs compétences en leadership et leur apprendre, tôt dans la vie, à négocier, à persuader et à influencer : en un mot, à devenir de bons citoyens. (article 15)

Chaque société espère que ses enfants vont devenir des citoyens doués et responsables, capables de contribuer au bien-être de leur milieu. Elle s'attend à ce qu'il en soit ainsi. Or, on ne devient pas ainsi du jour au lendemain en atteignant soudainement l'âge de la majorité. Comme pour les autres aspects de la croissance et du développement, c'est un processus graduel qu'on doit prendre soin de favoriser. (UNICEF Canada, 2005, p. 94)

Respecter le droit du jeune enfant d'être entendu est un aspect fondamental de l'éducation qu'on doit lui offrir pour en faire un bon citoyen en bout de ligne. Les intervenantes en services de garde et d'apprentissage de la petite enfance sont dans une position parfaite pour jouer ce rôle. Elles ont le potentiel voulu pour contribuer de façon inestimable à la croissance de collectivités saines et soucieuses du bien-être de chacun, pour répandre les semences qui produiront des populations plus engagées à l'avenir.

Kim Wilson était coordonnatrice de projet et travaillait à contrat à la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance au moment de la rédaction de cet article. © FCSGE 2006

Bibliographie

Doherty, G., Normes de pratique dans les milieux de la petite enfance. Dans *Partenaires pour la qualité – Outils pour les intervenantes des divers milieux de garde d'enfants*. Ottawa (ON) : Fédération canadienne des services de garde à l'enfance, 2000.

Estey, N., MacIsaac, M. & Rendell, S. (1999). *Apprentissage de la petite enfance au Canada – suite de la participante et du participant*. Ottawa (ON) : Fédération canadienne des services de garde à l'enfance.

Guy, K (Ed.). (2003). *The National Children's Alliance and a rights based approach: Setting the context for discussion and action*. Ottawa (ON) : Alliance nationale pour les enfants.

Kaiser, B. & Rasminsky, J.S., *Partenaires pour la qualité 1 – Enjeux*. Ottawa (ON) : Fédération canadienne des services de garde à l'enfance, 1999.

Lansdown, G. (2004). Participation and young children. In *Early Childhood Matters, 103*. The Netherlands: Bernard van Leer Foundation.

Miller, J. (2003). *Never too young – How young children can take responsibility and make decisions*. London, UK: Save the Children.

Murray, E., Respecter les droits de l'enfant au service de garde, *Feuille-ressources n° 63*, Ottawa (ON) : Fédération canadienne des services de garde à l'enfance, 2005.

Murray, E., The world around us: Recherche qualitative sur les droits et les responsabilités des enfants à l'égard de la participation. Dans *Échanges sur la recherche au Canada 7 – À l'appui des enfants et des familles*, Ottawa (ON) : Fédération canadienne des services de garde à l'enfance, 2001.

Speranzini, K., Les droits de l'enfant au premier plan, dans *Interaction, 15* (1). Ottawa (ON) : Fédération canadienne des services de garde à l'enfance, 2001.

UNICEF Canada. (2005). *Children's rights workshop for CIDA staff – Participant's manual*. Ottawa, ON: Author.

Whitehead, J (éd.), L'importance de la petite enfance, dans *Échanges sur la recherche au Canada 5 – À l'appui des enfants et des familles*, Ottawa (ON) : Fédération canadienne des services de garde à l'enfance, 2000.



« Maman, papa et les enseignantes doivent écouter. » – Kevin

Le droit d'être entendu... la responsabilité d'écouter

Pour favoriser un climat de respect des droits dans les services de garde et d'apprentissage de la petite enfance, il faut apprendre aux enfants qu'ils ont le droit d'être entendus. Il est toutefois tout aussi important de leur apprendre qu'ils ont la responsabilité de respecter les droits des autres d'être entendus.

Favorisez la capacité des enfants de manifester leur respect en écoutant attentivement les autres. Asseyez-vous en cercle avec les enfants et ayez un objet spécial – une pierre, un bâton ou un jouet en peluche que l'on peut se passer de main à main. Expliquez que la personne qui tient la pierre ou le bâton doit avoir l'attention de tout le monde. Nous

manifestons du respect en ne parlant pas et en écoutant soigneusement ce que cette personne a à nous dire. Posez la question suivante : *Qu'est-ce que tu aimerais dire maintenant à propos de quelque chose qui te tient réellement à cœur?* Demandez à un volontaire de commencer et laissez aux autres le temps de répondre. Cette activité d'apprentissage donne aux enfants d'âge préscolaire l'occasion d'apprendre à écouter les autres.

Source : *Activités d'apprentissage* d'Ellen Murray, dans *Trousse d'apprentissage : Les droits de l'enfant dans la pratique*, publié par la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance en 2005. Pour de plus amples renseignements sur la trousse d'apprentissage, communiquer avec la FCSGE au numéro 613-729-5289, poste 234 ou à l'adresse orders@cccf-fcsge.ca.



J'AI LE DROIT D'ÊTRE ENTENDU

La voix des enfants dans le monde

Le droit d'être entendu dans un contexte international

par Sandra Braun

À la naissance, les enfants pleurent, gazouillent et geignent pour montrer qu'ils sont contrariés, heureux ou fatigués. Au fur et à mesure qu'ils se développent et qu'ils grandissent, leur capacité de communiquer devient plus poussée et plus complexe. Ils commencent à parler, à dessiner, à jouer et à exercer d'autres activités pour nous faire savoir ce qu'ils pensent et ressentent. Tous les enfants sont capables de communiquer, même si leur mode d'expression change selon leur âge et leur stade de développement. Mais est-ce que nous les écoutons toujours?

Le droit d'être entendu est un concept fondamental dans tout service de garde d'enfants de qualité, mais il y a beaucoup de confusion qui règne à propos de la signification concrète de ce concept. Enchâssé dans l'article 12 de la *Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant (CDE)*, le droit d'être entendu, qu'on appelle parfois la « participation », exige que les enfants aient la permission d'exprimer leur point de vue, dans la mesure où ils en sont capables, sur les questions touchant leur vie, y compris la famille, l'école, les soins de santé et les enjeux communautaires locaux, ainsi que sur les politiques nationales. Comme Gerison Lansdown, une consultante en matière de droits internationaux des enfants, l'explique : « Ce droit a une incidence tant sur les décisions individuelles (le choix de religion et de traitement médical, par



« Les autres devraient se taire quand quelqu'un parle. » – Aidan

exemple) que sur l'obligation que nous avons de consulter les enfants et de solliciter leur participation dans le domaine de la politique publique ou de la prise de décision en général. »

Pour bien des gens, accorder aux enfants le droit de participer au processus décisionnel, qui jusqu'alors était considéré comme une responsabilité strictement adulte,



peut sembler une idée radicale. C'est particulièrement vrai lorsqu'on parle des droits de participation des très jeunes enfants, que l'on juge souvent moins capables que les adolescents d'émettre une opinion valable. Cette fausse perception a représenté une pierre d'achoppement dans l'effort de promotion des droits des enfants de par le monde.

Toutefois, au niveau international, on accepte de plus en plus le droit des enfants de tout âge de participer pleinement à la vie civique. Les gens commencent à comprendre que les premières années de la vie de l'enfant ne font pas que le préparer à l'enfance et à la vie adulte; nous, comme parents, éducatrices, intervenantes ou décisionnaires, devons accorder de l'importance aux enfants en les considérant *d'ores et déjà* comme des personnes. C'est dire que nous devons les consulter sur les questions qui les touchent, les écouter et respecter ce qu'ils ont à dire en prenant leurs propos au sérieux. L'article 12 *ne* donne *pas* aux enfants tous les droits des adultes; on ne nous demande pas non plus de donner aux enfants le contrôle complet de leur santé et de leur bien-être, peu importe les risques qui peuvent y être rattachés.

Lansdown fait remarquer que dans la plupart des pays, les enfants n'ont pas le droit établi de prendre part à la prise de décision concernant des questions personnelles comme la santé ou l'éducation et encore moins d'avoir leur mot à dire en matière de politique publique. Elle cite, toutefois, plusieurs exemples internationaux illustrant la façon dont les décisionnaires commencent à reconnaître le droit des enfants d'exprimer leur point de vue sur des questions qui les touchent.

Le Népal a été de tout temps une société très hiérarchisée où les enfants ne sont pas censés avoir d'opinion sur le développement communautaire ou la politique. Dernièrement, la création de clubs pour enfants dans des milliers de villages du pays a permis aux enfants de prendre davantage part au processus décisionnel. Au départ, les clubs cherchaient à donner aux enfants un endroit où créer leurs propres activités (principalement sportives ou artistiques). De plus en plus toutefois, les clubs pour enfants au Népal s'immiscent dans le développement communautaire et la défense des droits. Comme le dit M^{me} Lansdown : « Ce sont véritablement les clubs qui ont ouvert la voie à la prise de parole des enfants en leur donnant la confiance nécessaire pour découvrir leurs droits et pour comprendre ce qui doit changer pour qu'ils jouissent du plein exercice de ces droits. »

Les Philippines sont un autre exemple de la participation accrue des enfants à la vie civique. Comme l'explique M^{me} Lansdown : « Il y a des municipalités où on accepte



« Il faut leur (les enseignantes) dire quelque chose pour qu'elles prennent la peine de t'écouter. » – Aidan

qu'un certain pourcentage du budget soit affecté par les enfants eux-mêmes. » Les enfants établissent leurs propres groupes de discussion qui sont responsables de l'affectation de l'argent. Les municipalités ne reçoivent le financement du gouvernement que s'il existe des groupes d'enfants pour en déterminer l'utilisation.

Entendre la voix de tout le monde : Éduquer les enfants en vue d'une société pacifiste et démocratique

Écouter et respecter le point de vue unique de chaque personne, voilà ce qui constitue la composante de base d'une société pacifiste et démocratique. Les différences sur le plan de l'âge, de l'ethnie, du sexe, de la culture et de la situation économique peuvent souvent créer des obstacles à la compréhension. D'ordinaire, les enfants reconnaissent l'injustice qu'il y a dans ces obstacles, mais on doit leur apprendre comment analyser leurs préoccupations et poser des gestes pour changer les choses. Le document *Hearing Everyone's Voice: Educating Children for Peace and Democratic Community* (2006), publié par Child Care Exchange, présente des témoignages d'enseignantes, de parents et d'enfants à propos de leur lutte pour créer une égalité sociale et favoriser le respect et le développement de la conscience communautaire. L'ouvrage fonctionne comme un manuel d'enseignement destiné à apprendre aux enfants la façon d'être responsables de leurs actes, de valoriser la diversité et la différence, de partager avec les autres, de les aider et d'appliquer des stratégies de résolution de problèmes. On trouvera davantage de renseignements à l'adresse www.childcareexchange.com.



À P R O P O S

Dans beaucoup de pays, le progrès est lent. Il est parfois difficile de convaincre les décideurs de prendre le droit des enfants d'être entendus au sérieux. Lors de l'établissement de la CDE, M^{me} Lansdown a contribué à la mise sur pied d'une organisation non gouvernementale destinée à promouvoir la mise en œuvre de la Convention au Royaume-Uni : « L'idée a été accueillie au début des années 1990 avec considérablement de mépris et d'incrédulité. L'idée de donner aux enfants leur mot à dire... semblait tellement absurde qu'il était impossible qu'on puisse la prendre au sérieux. »

Graduellement, l'attitude a changé, et on commence à accepter l'idée que l'on doit notamment *consulter les enfants* lorsqu'on établit des services pour eux. Au Royaume-Uni, le gouvernement municipal de Londres a mis en place un forum national pour les enfants afin de recevoir leurs conseils sur des questions politiques d'ordre général et de tenir les décideurs au courant du point de vue des jeunes. « La manière de faire des autorités locales est maintenant telle qu'elles doivent obligatoirement consulter les enfants lors de l'établissement de nouveaux services, déclare M^{me} Lansdown. Nous avons certes réalisé des

progrès au cours des 15 à 18 dernières années, mais à coups de gros efforts. »

L'obstacle peut-être le plus important à la reconnaissance du droit des enfants d'être entendus a trait à la difficulté d'accepter qu'il s'agit d'un droit humain fondamental et non seulement d'un enjeu sur le plan du développement. « Nous devons nous débarrasser de l'idée que la participation des enfants prend son sens lorsque ceux-ci atteignent l'âge de 8 ou 9 ans; non, c'est quelque chose qui commence à la naissance », insiste M^{me} Lansdown. En grande partie, les divers éléments du droit de l'enfant d'être entendu – la communication, le dialogue, le respect et l'écoute – font déjà partie de la pratique à suivre dans le domaine de l'apprentissage de la petite enfance. Cependant, de l'avis de M^{me} Lansdown : « On ne doit pas agir ainsi simplement pour des motifs de développement. Même si ce n'était pas avantageux sur le plan du développement, ce serait malgré tout d'importants éléments dont tenir compte dans le respect des droits humains de l'enfant. »

Sandra Braun est spécialiste en communications à la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance. © FCSGE 2006.

Celebrate!
National Child Day

Célébrons!
Journée nationale de l'enfant

November 20th • Le 20 novembre

NATIONAL Child Day

Journée NATIONALE DE l'enfant



ÉCHOS DE LA RECHERCHE

Un rapport réclame une coopération trilatérale sur les polluants environnementaux

De multiples facteurs - sociaux, biologiques et environnementaux - affectent la santé des enfants. Un rapport publié par la Commission de coopération environnementale se concentre sur l'un de ces facteurs, à savoir les rejets de substances chimiques dans l'environnement, afin de déterminer ce qui peut être fait pour minimiser les impacts négatifs de ces substances sur la santé des enfants en Amérique du Nord. À partir des données fournies par les registres des rejets et des transferts de polluants (RRTP) des pays nord-américains, le document met l'accent sur la déclaration des cancérigènes, des substances toxiques et des neurotoxiques. Il analyse les impacts des polluants industriels sur la santé des enfants et ses liens possibles avec l'asthme, les troubles d'apprentissage, de comportement et de développement. Finalement, le rapport vise à promouvoir la prise de mesures trilatérales (entre le Canada, les États-Unis et le Mexique) afin de prévenir et de réduire l'exposition des enfants aux substances chimiques nocives. Le rapport *Les substances toxiques et la santé des enfants en Amérique du Nord* est accessible en ligne à www.cec.org.



Des inégalités mettent en danger la santé des enfants canadiens

Des inégalités menacent la santé des enfants et des jeunes canadiens selon le rapport du Conseil canadien de la santé intitulé *Leur avenir commence maintenant*. Ces iniquités comprennent, mais aussi vont au-delà des facteurs socio-économiques – les enfants de toutes les tranches de revenus éprouvent des difficultés. L'étude, basée sur une consultation auprès d'experts sur la santé et le bien-être des enfants et des jeunes, présente des exemples d'initiatives efficaces qui ont amélioré la santé des enfants et des jeunes du Canada. Il fait mention de 10 facteurs clés qui rendent les programmes efficaces, tels que la participation de la collectivité, des familles et des jeunes; l'utilisation d'une combinaison de stratégies; le recours à des programmes accessibles et équitables qui répondent aux besoins de la collectivité; et l'engagement politique envers le maintien de bons programmes. Le rapport complet est accessible en ligne à www.healthcouncilcanada.ca.



Le niveau de revenu familial a une incidence sur le développement de l'enfant

Un rapport publié par Statistique Canada intitulé *Le revenu et les résultats des enfants* révèle qu'un revenu familial plus élevé est presque toujours lié à un bien-être supérieur de l'enfant. Utilisant les données de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes, la recherche a examiné les résultats dans quatre domaines du développement de l'enfant : cognitif, socio-affectif, physique et comportemental. Par exemple, les mesures de développement cognitif (scores en lecture ou en mathématiques) et de développement comportemental (nombre d'heures à regarder la télévision) semblent avoir les associations les plus étroites avec les niveaux de revenu familial. Bien que le revenu familial ait une incidence moindre sur le développement socio-affectif des enfants, ce sont les changements enregistrés dans le revenu familial (les hauts et les bas) qui ont une répercussion sur les scores affectifs des enfants. L'étude conclue aussi qu'il n'existe pas de plafond de revenu au-delà duquel ce dernier n'a plus aucune répercussion sur les résultats de l'enfant; toutefois, la relation entre le revenu et les résultats chez les enfants semble « s'aplanir » lorsqu'ils vieillissent. Le rapport complet peut être consulté en ligne à www.statcan.ca.



ÉCHOS DE LA RECHERCHE

Le Canada affiche encore un piètre résultat à l'égard de l'activité physique chez les jeunes enfants



Un an après la publication par Jeunes en forme Canada du premier bulletin portant sur les comportements des jeunes à l'égard de l'activité physique, le Canada affiche toujours un piètre résultat. Dans le *Bulletin canadien de l'activité physique chez les jeunes – 2006*, le pays a obtenu un D pour la deuxième année consécutive, faisant état du peu de progrès réalisé à l'égard de l'activité physique chez les enfants et les jeunes. Le rapport réclame la mise en place d'une campagne nationale de sensibilisation ciblant les parents pour rappeler l'importance de l'activité physique non structurée pour la santé des enfants, de messages visant à réduire les activités sédentaires et à limiter le temps passé en face de l'ordinateur ou de la télévision ainsi qu'un engagement des provinces envers des programmes d'éducation physique de qualité dans les écoles du Canada. Pour plus d'information, consultez le rapport complet accessible en ligne à www.activehealthykids.ca.

RÉSEAU PANCANADIEN ET AU-DELÀ

SCÈNE INTERNATIONALE

La nouvelle présidente chilienne, Michelle Bachelet, a promis de tripler le nombre de garderies en 2006 et de continuer à créer des places gratuites et universelles jusqu'à ce que tous les enfants d'âge préscolaire (0 à 4 ans) aient accès à des soins. Première femme présidente du Chili, M^{me} Bachelet a dit que l'un des grands objectifs de son mandat consistait à réduire les écarts entre les possibilités offertes aux enfants du pays. En plus de créer de nouvelles places en garderie, M^{me} Bachelet milite en faveur d'investissements dans les infrastructures, les programmes de nutrition, du matériel didactique et une formation pour les éducatrices de la petite enfance.

Le 7 juin, les électeurs de la Californie ont voté contre une initiative qui aurait instauré la pré-maternelle universelle dans cet État. Si cette initiative avait été acceptée, elle aurait garanti par la Constitution des soins aux enfants d'âge préscolaire d'ici à 2010-2011. Les fonds de ce nouveau programme seraient provenus d'une hausse de 1,7 % des impôts sur le revenu imposable supérieur à 800 000 \$ pour les couples et à 400 000 \$ pour les personnes seules.

Le 1^{er} juillet 2006, le gouvernement australien a mis en œuvre de grandes initiatives pour le secteur de la garde visant à améliorer l'accès au système et à mieux répondre aux besoins des familles. Les limites imposées sur le nombre de places des programmes Child Care Benefit (places approuvées par le programme d'indemnité de garde d'enfants), Outside School Hours Care (soins avant et après l'école) et Family Day Care (garde familiale) ont été levées. Cela signifie que 99 % des places en service de garde n'auront plus de limites maximales et les parents qui en profitent pourront bénéficier du programme d'indemnité de garde d'enfants. Auparavant, le gouvernement australien déterminait le nombre de places qui pouvaient être offertes dans une région pour chaque année dans les services de soins avant et après l'école et les services de garde familiale. Maintenant, les exploitants de tels services pourront en mettre sur pied ou les élargir quand ils le veulent et où ils le veulent, ce qui signifie que les parents auront davantage de choix. Le gouvernement a aussi augmenté les fonds pour le programme Jobs, Education and

Training Child Care Fee Assistance (aide financière pour les frais de garde des personnes qui ont un emploi, qui sont à l'école ou qui suivent une formation). Ce programme aide à défrayer les coûts des services de garde pour certaines familles qui bénéficient de soutien au revenu. Un troisième programme, le Child Care Access Hotline (ligne d'information sur les services de garde), fournit des renseignements sur les places disponibles par région.

SCÈNE NATIONALE

Les résultats d'un sondage Environics mené auprès de 2 000 Canadiens au sujet de leur opinion sur la garde à l'enfance montrent que 76 % des répondants sont en faveur d'une stratégie nationale de garde abordable telle que les ententes conclues en 2005 entre le gouvernement fédéral et certaines provinces. La majorité des participants jugent que le manque de soins abordables pour les enfants constitue un grave problème au Canada. Près de la moitié a indiqué que le dossier des services de garde influencera probablement leur vote à la prochaine élection fédérale, tandis que le quart a précisé que ce dossier aura une nette incidence sur leur vote. Ce sondage n'a fait ressortir aucune différence significative entre les répondants en milieu rural et ceux en milieu urbain.

L'UNICEF a changé sa campagne de l'Halloween pour la première fois depuis 50 ans. Cet automne, les enfants ne demanderont plus de monnaie en même temps que leurs bonbons. Au lieu, les écoles recevront des trousseaux de collecte de fonds qui pourront servir durant tout le mois d'octobre. L'UNICEF a créé ce nouveau programme en vue d'établir des partenariats plus étroits avec les écoles et de créer des occasions d'apprentissage pour les enfants.

Une nouvelle étude portant sur la disponibilité de places en services de garde dans onze villes canadiennes a montré que toutes les municipalités avaient des services déficients – surtout dans les quartiers desservant les familles pauvres. L'étude intitulée *Learning from Each Other: Early Learning and Child Care Experiences in Canadian Cities*, par Dr Rianne Mahon et Dr Jane Jenson, s'est penchée sur les services de garde, la maternelle, les services après l'école et les programmes de loisir à St. John's, Halifax, Montréal, Sherbrooke, Toronto, Sudbury, Winnipeg, Saskatoon, Calgary, Vancouver et



Whitehorse. Elle a fait ressortir de grandes différences au niveau du pourcentage d'enfants qui ont accès à des places dans un service de garde réglementé dans chaque ville, allant de 6,9 % à Saskatoon jusqu'à 45 % à Montréal. Pour accroître et rendre universelles les places en service de garde, l'étude avance que le financement fédéral et provincial doit être accru et qu'il faut rehausser la collaboration entre les divers ordres de gouvernement ainsi qu'avec le gouvernement et les organismes communautaires.

Le programme fédéral de Prestation universelle pour la garde d'enfants est entré en vigueur le 1^{er} juillet avec une grande confusion chez les parents ayant au moins un enfant de moins de 6 ans qui se demandaient s'ils devaient présenter une demande et comment. Les parents déjà inscrits au programme de Prestation fiscale canadienne pour enfants (c'est-à-dire 90 % des parents canadiens) devraient recevoir un chèque mensuel de 100 \$ à compter du 20 juillet. Ils n'ont pas à présenter de demande séparée pour ce programme. Toutefois, les parents qui ne bénéficient pas de la Prestation fiscale

canadienne pour enfants (ceux dont le revenu est élevé) devront s'inscrire pour recevoir la Prestation universelle pour la garde d'enfants, soit en ligne à l'adresse www.gardedenfants.ca, soit en appelant au 1 800 959-2221. Les paiements sont rétroactifs pour les parents qui font la demande avant décembre.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a publié son *Étude économique du Canada 2006*, une évaluation des principaux enjeux économiques du Canada. Cette étude comprend aussi des recommandations sur les mesures à prendre. Elle avance que le Canada aurait tout à gagner en veillant à ce que tous les enfants aient accès à des services d'éducation de qualité durant la petite enfance. Actuellement, la plupart des provinces offrent une éducation gratuite, à partir de la maternelle à 5 ans, ce qui est plus tardif que dans les autres pays de l'OCDE. Le rapport suggère que les soins de la petite enfance offrent un rendement social considérablement plus élevé que l'éducation postsecondaire, qui bénéficie actuellement de davantage de fonds.

ALBERTA

Selon le numéro de juin 2006 de *L'Observateur économique canadien* publié par Statistique Canada, le nombre décroissant de places en garderie en Alberta (diminution de 7 % depuis 1988) est peut-être en partie la cause de la pénurie de main-d'œuvre que connaît cette province. L'article intitulé « D'une mère à l'autre : l'évolution de la population active féminine au Canada » de l'analyste Francine Roy rapporte qu'entre 1999 et 2005, le pourcentage de femmes ayant des enfants de moins de 6 ans en Alberta et étant sur le marché du travail est passé de 67,9 à 64,9. Cette diminution va à l'encontre de la tendance nationale, où la part des femmes sur le marché du travail est passée de 67,6 % à 71,8 %. Pour expliquer la situation albertaine, certains invoquent le coût élevé des services de garde dans cette province et la pénurie de places. Si les femmes albertaines étaient présentes sur le marché du travail dans la même proportion qu'ailleurs au Canada, cette province compterait 11 275 travailleuses de plus.

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Le gouvernement de la Colombie-Britannique a décidé de ne pas inclure dans le calcul du revenu



Offrir des ateliers sur des sujets actuels portant sur le DPE n'a jamais été aussi facile!

Droits de l'enfant • Environnement et santé des enfants • Leadership

Que vous soyez un professeur à la recherche d'un outil pour enrichir le contenu de votre programme d'études en ÉPE, ou une praticienne qui offre un atelier à ses pairs, ces troussees novatrices sont d'excellentes ressources. Chaque trousse renferme un document de recherche, des feuilles-ressources et une gamme complète d'outils d'animation. 20 \$ chacune.

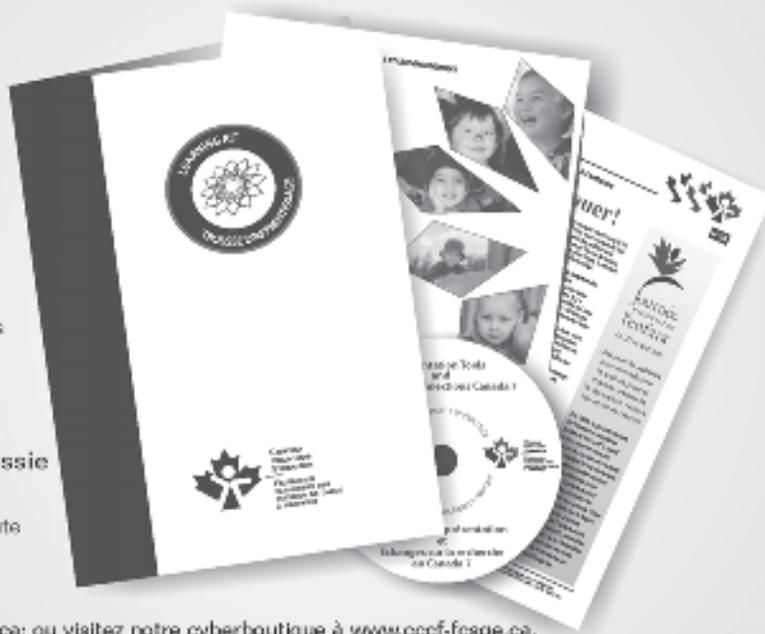
NOUVEAU!

Guide d'animation pour une formation réussie

Ce guide bilingue renferme plusieurs outils pour vous aider à animer divers types d'ateliers – en toute confiance! 15 \$ chacun.

Pour plus d'information ou pour commander :

tél. (613) 729-5289, poste 234; orders@cccf-fcsge.ca; ou visitez notre cyberboutique à www.cccf-fcsge.ca.





familial les 100 \$ par mois de prestation universelle pour la garde d'enfants. Cette décision fait en sorte que les parents ayant des enfants de moins de 6 ans et bénéficiant d'une aide au revenu versée par le gouvernement provincial ne subiront pas de retenues sur leurs prestations.

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

Le député et ministre Peter MacKay a dit que le gouvernement fédéral avait les mains liées en ce qui concerne les tarifs exigés par les services de garde privés. Il a fait cette remarque en réaction à la nouvelle voulant que bien des garderies de l'Île-du-Prince-Édouard prévoient augmenter leurs tarifs d'un montant équivalant à la prestation universelle pour la garde d'enfants, c'est-à-dire de 1 200 \$ par an pour les enfants de moins de six ans.

MANITOBA

Le gouvernement provincial a annoncé qu'il verserait 85 000 \$ au programme In Motion sous forme de 32 nouvelles subventions. Lancé en 2005 à la suite d'une des grandes recommandations du rapport *Des enfants en santé, pour un avenir en santé*, ce programme vise à réduire les obstacles qui

empêchent l'activité physique et à faire la promotion d'une stratégie de la santé. Les subventions sont offertes à des partenariats locaux réunissant des municipalités et des organismes communautaires à but non lucratif ainsi qu'à des coalitions pour mettre en œuvre des projets qui accroissent l'activité physique dans les collectivités, les écoles, les services de garde et les milieux de travail.

Le gouvernement du Manitoba a déposé un projet de loi proposant que les crédits d'impôt du Manitoba ne soient pas réduits en raison de la prestation universelle pour la garde d'enfants. La province a trois crédits d'impôt – crédit d'impôt personnel, crédit d'impôt foncier en matière d'éducation et crédit de taxes scolaires pour les propriétaires – qui autrement auraient été diminués en raison de la prestation universelle pour la garde d'enfants de 1 200 \$ versée par le gouvernement fédéral. Les bénéficiaires admissibles de la province économiseront ainsi environ 1 million de \$.

NOUVEAU-BRUNSWICK

Le gouvernement du Nouveau-Brunswick a promis plus de 48 millions de \$ pour la mise

en place de services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants en 2006-2007. Cette somme financera l'établissement d'un fonds en fiducie de 8 millions de \$ qui servira à divers programmes, y compris à la création d'un programme de pré-maternelle, à des programmes de formation pour les intervenantes et à des mesures incitatives pour la création de places en service de garde en milieu rural. Le gouvernement ajoutera aussi 3 millions de \$ aux 10 millions de \$ déjà affectés pour l'augmentation du salaire moyen des intervenantes en service de garde. La somme supplémentaire de 1,1 million de \$ servira directement à augmenter les subventions aux parents afin qu'ils puissent profiter de services de qualité dans un établissement approuvé.

ONTARIO

Une étude menée auprès des résidents du comté de Northumberland montre que la pénurie de services de garde abordables constitue un obstacle important pour les personnes qui cherchent un emploi durable à long terme dans cette région. Le rapport *Removing Barriers and Enabling Financial Independence* est fondé sur une enquête menée auprès des bénéficiaires du programme

Visitez notre **cyber** boutique

Procurez-vous les ressources fiables de la Fédération canadienne des services de garde à l'enfance à partir du confort de votre propre foyer ou de votre bureau. Achetez un abonnement à *Interaction* des troupes de formation, des diverses publications et bien plus encore... tout cela grâce au simple clic de votre souris!

www.cccf-fcsge.ca



FÉDÉRATION
CANADIENNE DES
SERVICES DE GARDE
À L'ENFANCE
CANADIAN
CHILD CARE
FEDERATION

Est-ce qu'il vous manque quelque chose? Y a-t-il des ressources qui vous seraient utiles mais qui ne sont disponibles en ce moment? Envoyez-nous un courriel à info@cccf-fcsge.ca et faites-nous part de suggestions de ressources que la FCSGE pourrait élaborer.





Ontario au travail (programme d'aide financière et d'aide à l'emploi de cette province). Huit répondants sur dix ont indiqué que les services de garde constituaient leur principal obstacle. Bon nombre d'entre eux ont aussi indiqué que la déduction du crédit d'impôt pour enfants qui est faite de leur chèque d'aide du programme Ontario au travail représentait une grande préoccupation.

Les collectivités de partout en Ontario doivent composer avec des réductions du nombre de places en service de garde qui avaient pourtant été promises dans le cadre du programme Bon départ. Le principal plan d'apprentissage et de garde des jeunes enfants a dû être réduit quand le gouvernement fédéral a annulé l'entente conclue avec la province sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants. Par exemple, la Ville d'Ottawa avait créé 776 places et projetait d'en créer des milliers d'autres, mais l'annulation des fonds fédéraux force la Ville à mettre son projet sur la glace. Actuellement, 8 000 enfants d'Ottawa attendent une place dans un service de garde (4 000 d'entre eux attendent l'une des 6 500 places subventionnées de la Ville). À Toronto, les projets d'ouvrir un service de garde qui aurait offert 88 nouvelles places dans la ville sont mises en veilleuse à moins que la province ne puisse en assumer les frais. Ce service de garde devait être bâti dans le cadre de la seule nouvelle école élémentaire construite cette année à Toronto. La Ville de Kingston, qui doit encore dépenser les 2,3 millions de \$ reçus conformément à l'ancienne entente sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants, a réduit le nombre de nouvelles places qu'elle entend créer. Les services de garde qui reçoivent des fonds de la Ville ont été avertis que ces fonds ne seront plus assurés.

QUÉBEC

À la suite de l'adoption du projet de loi 124, les services de garde en milieu familial de la province sont maintenant reconnus par un bureau de coordination depuis le 1^{er} juin 2006. La plupart des bureaux de coordination seront exploités par des titulaires d'un permis de centre de la petite enfance reconnu. Ces titulaires agiront comme coordonnateur dans une région donnée. Ils offriront aussi un soutien aux responsables de garde en milieu familial et veilleront à ce que les normes visant les soins soient respectés. Auparavant, les services de garde en milieu familial étaient affiliés directement avec un centre de la petite enfance.

SASKATCHEWAN

La ministre de l'Apprentissage de la Saskatchewan, Deb Higgins, a annoncé que

le gouvernement financera la création de 15 nouveaux programmes de pré-maternelle durant l'année scolaire 2006-2007. Au départ, le gouvernement provincial avait prévu mettre en place un programme universel de pré-maternelle, mais il a dû revoir ses projets après l'annulation de l'entente bilatérale sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants conclue avec le gouvernement fédéral. La plupart des nouvelles places seront créées en milieu urbain, dont Saskatoon, Regina et Prince Albert.

TERRE-NEUVE

Le gouvernement de Terre-Neuve a publié son plan pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants en mai. Ce plan vise à rendre les services de garde plus abordables en accroissant les subventions et en augmentant le nombre de familles qui y sont admissibles. Il cherche aussi à attirer et à retenir des intervenantes qualifiées en élargissant le nombre de travailleuses qui ont droit à un supplément pour éducation, à verser des fonds au programme de formation en éducation de la petite enfance du College of the North Atlantic, et à élaborer une stratégie provinciale de recrutement et de maintien du personnel. Ce plan créera aussi des places en service de garde en milieu rural, fournira une formation professionnelle et affectera des fonds annuels supplémentaires pour doter les programmes de garde destinés à des enfants ayant des besoins spéciaux.

CALENDRIER

SEPTEMBRE

28-29

Winnipeg (Manitoba)

Hommage au pouvoir des familles et communautés

Cette année, le congrès de l'organisme Services à la famille Canada vise à mettre en valeur des initiatives communautaires, des programmes d'agences et les travaux de recherche axés sur les points forts et le pouvoir des familles et des communautés. Ce congrès attirera l'attention sur les forces, les atouts et le pouvoir d'opérer un changement constructif que possèdent toutes les familles, y compris les familles apparemment les plus désavantagées et vulnérables.

Info : Services à la famille Canada au 1 800 668-7808 ou à www.familyservicecanada.org.

OCTOBRE

5-7

Vancouver (Colombie-Britannique) Childhood and Adolescent Obesity 2006

Ce congrès favorisera la discussion sur des enjeux pratiques et fondés sur la recherche portant sur l'obésité chez les enfants et les adolescents. Il présentera une mise à jour sur les programmes actuels et les nouvelles initiatives, ainsi que sur les interventions pour la prévention ou le traitement de l'obésité chez les jeunes. *Info* : www.interprofessional.ubc.ca; ipad@interchange.ubc.

14

Halifax (Nouvelle-Écosse)

Congrès de l'automne et assemblée générale annuelle

Congrès organisé par la Nova Scotia Child Care Association, une association à but non lucratif réunissant les éducatrices de la petite enfance en Nouvelle-Écosse et un membre affilié de la FCSGE. *Info* : <http://pages.istar.ca/~cccns/NSCCA/home.html>.

15-18

Fredericton (Nouveau-Brunswick) 2006 Recognizing Learning

Sixième forum international sur la reconnaissance des acquis et la reconnaissance des qualifications professionnelles. Cet événement, qui aura lieu à l'hôtel Delta Fredericton, présentera des conférenciers inspirants, d'importantes occasions de réseautage, des initiatives clés, des pratiques novatrices et des discussions sur les politiques publiques. Pour l'appel de communications et d'autres renseignements, consultez le site Web de l'Association canadienne pour la reconnaissance des acquis à www.capla.ca ou appelez au 1 877 731-1333.

17-20

Montréal (Québec)

8^e congrès international sur l'enfance et les soins aux enfants Congrès conjoint familles, enfance et jeunesse du Québec

Le thème du congrès est « Au-delà des frontières : notre attachement aux enfants et aux familles ». Pour les personnes offrant des soins professionnels à des enfants, à des adolescents et à des familles, ce congrès promet d'être une véritable expérience de collaboration. Les intervenants d'une série de « professions aidantes » des quatre coins du monde se réuniront pour partager leur désir de travailler à améliorer la condition future des enfants, des adolescents et des familles. *Info* : www.icyc2006.com.



23-27

Montréal (Québec)

Journées annuelles de santé publique

Les Journées annuelles de santé publique (JASP), le congrès annuel de la santé publique au Québec, célèbrent leur 10^e anniversaire avec une édition internationale de cinq jours! Cet important événement de formation et de partage d'information réunira quelque 2 000 personnes travaillant dans le secteur de la santé publique ou s'intéressant aux interventions en santé publique. Ces participants échangeront des connaissances, tisseront des liens entre la recherche et la pratique, et feront la promotion de la coopération – tout cela en vue d'améliorer la santé et le bien-être.
Info : www.inspq.qc.ca/jasp/.

NOVEMBRE

3-4

Saskatoon (Saskatchewan)

The Future Generations

Ce congrès, organisé par la Saskatchewan Early Childhood Association, vise à explorer l'avenir des services d'apprentissage et de soins de la petite enfance en Saskatchewan. Info : saskcare@sasktel.net; www.skearlychildhoodassociation.ca; (306) 975-0875.

19-22

Vancouver (Colombie-Britannique)

World Forum 2006: future directions in child welfare

Ce congrès vise à explorer et à partager le savoir, l'information et les données sur les pratiques prometteuses et les approches novatrices pour contrer la violence et la négligence à l'égard des enfants. De nouvelles tendances et de nouveaux développements dans les domaines de la protection de l'enfance, de la recherche et du réseautage seront présentées. Les conférences mettront l'accent sur des solutions pratiques et novatrices, sur des recherches de pointe et sur des pratiques fondées sur des preuves.
Info : www.worldforum2006.ca.

RESSOURCES

À l'eau les microbes! (2003)

Le lavage régulier des mains demeure la mesure la plus efficace pour éloigner les virus et les microbes qui menacent la santé. Produit par l'Association des diététistes du Québec, ce disque compact contient deux chansons et quatre histoires pour les tout-petits, pour qu'ils apprennent à se laver les mains en s'amusant,

et pour leur inculquer des saines habitudes d'hygiène. On retrouve aussi avec le disque un dépliant contenant les paroles des chansons et l'illustration des étapes du lavage des mains telles que décrites dans la chanson thème. Pour commander un exemplaire du disque compact au coût de 6,95 \$, communiquez avec les Publications du Québec à www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca.

À vous de jouer! – Une trousse d'activité physique pour la petite enfance (2006)

Publiée par le Centre de ressources Meilleur départ, cette trousse a été élaborée pour être à la fois une source de renseignements et une ressource pratique sur l'activité physique et les modes de vie sains des enfants de la naissance à six ans. Elle vise aussi à renforcer la programmation en activité physique des centres de la petite enfance. La trousse est divisée en cinq sections : Ce que révèle la recherche; Ressources pour l'activité physique; Idées rebondissantes de plaisir; Feuilles d'information – Professionnels; Feuilles d'information – Parents. Des outils complémentaires font aussi partie de la trousse. Le coût est de 25 \$ pour les commandes en provenance de l'Ontario et de 32 \$ pour les commandes de l'extérieur. Pour commander ou télécharger la trousse, visitez www.meilleurdepart.org/ressources/develop_enfants/index.html. Pour plus de renseignements, communiquez avec Louise Choquette à louisec@meilleurdepart.org.

Nous serons bien mieux : Les déterminants de la santé et du bien-être des enfants d'âge scolaire (2001)

Publié par le ministère de la Santé et des Services sociaux, les divers auteurs apportent un éclairage respectif sur les principaux facteurs qui déterminent la santé et le bien-être des enfants et des adolescents : la relation entre les parents et leurs enfants, les pratiques éducatives des parents, la compétence sociale, le soutien social, l'estime de soi, l'alimentation, l'activité physique et l'environnement scolaire. Pour commander un exemplaire au coût de 34,95 \$, communiquez avec les Publications du Québec à www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca.

Trousse d'outils pour l'inclusion

Dans le but de rendre les communautés plus inclusives et accueillantes pour tous, l'Association du Nouveau-Brunswick pour l'intégration communautaire a produit une trousse d'outils virtuels; celle-ci renferme de l'information sur l'inclusion, des conseils, des stratégies et des ressources pour aider à créer des communautés inclusives et pour provoquer des changements dans votre communauté, que vous soyez un groupe, une organisation, un proche, un ami ou un voisin. Pour plus d'information, visitez le site Web de l'association à www.trousseinclusion.ca/InclusionToolkit/.

MAINTENANT DISPONIBLE!

**Trousse d'apprentissage
Leadership au profit des enfants**

Que vous soyez à la recherche d'un outil pour enrichir votre programme d'études en ÉPF ou pour offrir de la formation à vos pairs qui désirent se perfectionner, cette trousse novatrice est une excellente ressource. Elle renferme un document de recherche, des feuilles ressources et une gamme complète d'outils pour les animatrices. Pour plus d'information ou pour commander : tél. (513) 729 5288, poste 234; orders@cccf-fcsge.ca; ou notre cyberboutique à www.cccf-fcsge.ca.



Actuel disponible

- Trousse d'apprentissage sur les droits des enfants
- Trousse d'apprentissage sur la santé des enfants et l'environnement



— **La nôtre : vous offrir une gestion simplifiée.** —
 — **Voire priorité : les enfants.** —

Ensemble nous sommes complémentaires !
 Utilisez SMART, le système de gestion pour service de garde
 le plus efficace et le plus populaire.
 Épargnez beaucoup de temps chaque mois.



www.TheSmartSoftware.com

Telephone : (416) 485-1441, ext. 304 • Sans frais : 1 800 463-5066, ext. 304 • Courriel : ventes@TheSmartSoftware.com



— **Your focus is on children...** —
 — **Ours is on easy management...** —

... Together we're SMART!
 Use the most efficient and popular
Childcare Center Management System.
 Save a lot of time each month.



www.TheSmartSoftware.com

Telephone: (416) 485-1441, ext. 302 • Toll-free: 1 800 463-5066, ext. 302 • E-mail: sales@TheSmartSoftware.com

Leading the Way to Quality À l'avant-garde de la qualité



Outgoing CCCF executive director Barbara Coyle was honoured at a special tribute during the conference gala.

La directrice générale sortante de la FCSGE, Barbara Coyle, a reçu un hommage spécial durant la soirée de gala.



Don't let the hard shell fool you. The 2007 conference committee has a soft heart! They look forward to welcoming you in Halifax, Nova Scotia, from June 15 to 17. From left to right: Catherine Cross, Nova Scotia Child Care Association; Sherrill Brown, finance chair of the 2006 conference; Pat (lobster) Hogan, Certification Council of Nova Scotia; Traudi Kelm, chair, 2006 conference; Bronwein Richardson, Nova Scotia Child Care Association; and Francine Fortin, CCCF business operations assistant and meeting coordinator.

Ne vous laissez pas bernier par la carapace. Le comité du congrès 2007 a le cœur tendre! Il espère vous accueillir à Halifax (Nouvelle-Écosse) du 15 au 17 juin. De gauche à droite : Catherine Cross, Nova Scotia Child Care Association; Sherrill Brown, directrice des finances pour les congrès 2006; Pat Hogan (le « homard »), Certification Council of Nova Scotia; Traudi Kelm, président du comité du congrès 2006; Bronwein Richardson, Nova Scotia Child Care Association; et Francine Fortin, coordonnatrice de réunions et adjointe aux affaires opérationnelles de la FCSGE.



Tiana Knight, 13, gave an inspiring keynote address about overcoming obstacles by following our passions, working hard and believing in ourselves. Tiana has overcome her own share of obstacles – she is blind – and has become an accomplished public speaker throughout Alberta.

Tiana Knight, 13 ans, a livré une conférence inspirante sur la façon de surmonter des obstacles en suivant ses passions, en travaillant fort et en ayant confiance en ses moyens. Tiana a dû surmonter sa part d'obstacles – elle est non-voyante – et est devenue une conférencière accomplie dans toute l'Alberta.

Calgary, Alberta
June 15-18, 2006
National co-hosted conference

Canadian Child Care Federation

Alberta Child Care Professional Association

Alberta Family Child Care Association

Alberta Child Care Network Association

Calgary (Alberta)
15 au 18 juin 2006
Hôtes conjoints du congrès national

Fédération canadienne des services de garde à l'enfance

Alberta Child Care Professional Association

Alberta Family Child Care Association

Alberta Child Care Network Association



The CCCF booth was a busy meeting place at the conference's trade show.

Le kiosque de la FCSGE était un lieu de rencontre occupé durant la foire commerciale du congrès.



Alan Pence, professor, School of Child and Youth Care, University of Victoria delivered a keynote address that challenged the conference delegates to make space for "other voices" in their practice.

Alan Pence, professeur, School of Child and Youth Care de l'University of Victoria, livre l'une des conférences principales. Il a mis les délégués au défi de faire de la place aux « autres voix » dans leur pratique.



Colourful entertainment at the Meet and Greet on the opening night of the conference.

Un divertissement haut en couleur lors de la réception d'accueil du congrès.



CCCF Board at the annual general meeting. From left to right: April Kalyniuk, chair of Member Council; Nathalie D'Amours, outgoing director; Don Giesbrecht, president; Natalie Weller, outgoing treasurer; Christine MacLeod, director; Janet Towers, secretary; Barbara Coyle, outgoing executive director.

Conseil d'administration de la FCSGE lors de l'assemblée générale annuelle. De gauche à droite : April Kalyniuk, présidente du conseil des membres; Nathalie D'Amours, membre sortante; Don Giesbrecht, président; Natalie Weller, trésorière sortante; Christine MacLeod, membre; Janet Towers, secrétaire; Barbara Coyle, directrice générale sortante.



Eight exceptional women were presented with the 2006 Alberta Early Childhood Professional Association Awards of Excellence. The recipients included Pam Gudmundson, Margaret Burden, Elizabeth Mackie, Judy Smith, Sharlene Norman, Gail Powlik, Aileen Puurveen-Abma, and Sharon Darragh-Spak. Heather Forsyth, Minister of Alberta Children's Services, delivered opening remarks and Lynn Jerchel, director of Alberta Children's Services, was awards emcee for the gala event.

Huit femmes exceptionnelles ont reçu un prix d'excellence 2006 décerné par l'Alberta Early Childhood Professional Association. Les lauréates sont Pam Gudmundson, Margaret Burden, Elizabeth Mackie, Judy Smith, Sharlene Norman, Gail Powlik, Aileen Puurveen-Abma et Sharon Darragh-Spak. Heather Forsyth, ministre des Services à l'enfance de l'Alberta, a livré l'allocution d'inauguration et Lynn Jerchel, directrice des Services à l'enfance de l'Alberta a agi comme maître de cérémonie pour le gala.



A group of CCCF Board, Member Council and staff gather for pictures at the gala. From left to right: Anne Miller, Early Childhood Development Association of PEI; Anne Maxwell, CCCF senior director, Projects, Programs and Services; Mona Lisa Borrega, Association des garderies privées du Québec; Olie Lee, Saskatchewan Early Childhood Association; Barbara Coyle, outgoing CCCF executive director; Catherine Cross, Nova Scotia Child Care Association; Natalie Weller, outgoing treasurer of CCCF Board; April Kalyniuk, chair of CCCF Member Council; Kelly Massaro-Joblin, Association of Early Childhood Educators of Ontario; and Janet Towers, secretary of CCCF Board.

Un groupe de membres du conseil d'administration, du conseil des membres et du personnel se réunissent l'instant d'une photo au gala. De gauche à droite : Anne Miller, Early Childhood Development Association of PEI; Anne Maxwell, directrice principale des projets, programmes et services de la FCSGE; Mona Lisa Borrega, Association des garderies privées du Québec; Olie Lee, Saskatchewan Early Childhood Association; Barbara Coyle, directrice générale sortante de la FCSGE; Catherine Cross, Nova Scotia Child Care Association; Natalie Weller, trésorière sortante du conseil d'administration de la FCSGE; April Kalyniuk, présidente du conseil des membres de la FCSGE; Kelly Massaro-Joblin, Association of Early Childhood Educators of Ontario; et Janet Towers, secrétaire du conseil d'administration de la FCSGE.